



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 24.7.2002  
COM(2002) 440 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION**

**Fondation européenne pour la formation:  
Rapport annuel 2001**

## TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA COMMISSION Fondation européenne pour la formation: Rapport annuel 2001

1.	Introduction .....	5
1.1.	Rôle de la Fondation européenne pour la formation .....	5
1.2.	Structure de la Fondation .....	6
1.3.	L'évaluation et l'assurance-qualité de la Fondation européenne pour la formation ....	6
1.4.	Développement de la Fondation .....	7
2.	Les activités de la Fondation en 2001 .....	9
2.1.	Les pays candidats .....	9
2.1.1.	Introduction .....	9
2.1.2.	Initiatives obligatoires .....	9
2.1.3.	Assistance à la Commission .....	9
2.1.4.	Collecte et analyse d'informations .....	10
2.1.5.	Activités de développement .....	10
2.2.	Balkans occidentaux .....	10
2.2.1.	Initiatives obligatoires .....	10
2.2.2.	Assistance à la Commission .....	11
2.2.3.	Collecte et analyse d'informations .....	12
2.2.4.	Activités de développement .....	12
2.3.	La région méditerranéenne .....	12
2.3.1.	Initiatives obligatoires .....	12
2.3.2.	Assistance à la Commission .....	12
2.3.3.	Collecte et analyse d'informations .....	13
2.3.4.	Activités de développement .....	13
2.4.	Nouveaux États Indépendants et Mongolie .....	14
2.4.1.	Initiatives obligatoires .....	14
2.4.2.	Assistance à la Commission .....	14
2.4.3.	Collecte et analyse d'informations .....	15
2.4.4.	Activités de développement .....	15

2.5.	Assistance technique au programme Tempus .....	15
2.5.1.	Sélection.....	15
2.5.2.	Tempus CARDS - Projets européens communs et projets de réseau.....	16
2.5.3.	Tempus Tacis - Projets européens communs et projets de réseau .....	16
2.5.4.	Bourses octroyées pour des projets de mobilité individuelle.....	16
2.5.5.	Contrôle.....	16
2.5.6.	Développement informatique.....	17
2.5.7.	Informations et publications.....	17
2.5.8.	Evénements particuliers .....	18
3.	Coopération avec d'autres agences de l'UE.....	19
4.	Rapport financier.....	20
4.1.	Sources de financement.....	20
4.2.	Exécution du budget.....	20
4.3.	Approvisionnement.....	21
4.4.	Systèmes financiers et de gestion.....	21
5.	Personnel.....	22
5.1.	Personnel et organigramme.....	22
5.1.1.	Agents temporaires.....	22
5.1.2.	Tableau A: Nombre d'agents temporaires en place au 31 décembre 2001 (par catégorie et nationalité).....	22
5.1.3.	Table B: Evolution de la dotation en effectifs en 2001.....	23
5.1.4.	Tableau C: Nombre et type d'autres membres du personnel employés par la Fondation fin 2001 .....	23
5.2.	Initiatives relatives au personnel.....	23
6.	Conseil de direction et Collège consultatif .....	24
6.1.	Conseil de direction .....	24
6.2.	Collège consultatif .....	25
	ANNEXE 1 – Tableau des réalisations opérationnelles.....	26
	ANNEXE 2 – Tableau des ressources budgétaires et non budgétaires.....	41
	ANNEXE 3 - Tableau des conventions Phare et Tacis.....	42

ANNEXE 4 - Tableau d'assistance technique au programme Tempus .....	43
ANNEXE 5 – Organigramme .....	45
ANNEXE 6 – Membres du Conseil de direction de la Fondation .....	46
ANNEXE 7 - Tableau des événements de la Fondation en 2001 .....	50
ANNEXE 8 - Table of the Foundation's publications during 2001 .....	55
ANNEXE 9 - Glossaire des codes pays .....	57

# RAPPORT DE LA COMMISSION

## Fondation européenne pour la formation: Rapport annuel 2001

### 1. INTRODUCTION

#### 1.1. Rôle de la Fondation européenne pour la formation

La Fondation européenne pour la formation soutient la réforme de la formation professionnelle et de la formation à la gestion dans plus de quarante pays et territoires partenaires. Elle fournit ainsi des services à cinq directions générales de la Commission européenne (DG Relex; DG Élargissement; EuropeAid – Office de Coopération; DG Emploi et DG Éducation et Culture, la DG de tutelle de la Fondation).

Les services sont fournis dans quatre principaux départements géographiques répartis sur trois continents: les partenaires méditerranéens<sup>1</sup>, les pays des Balkans occidentaux<sup>2</sup>, les Nouveaux États Indépendants et la Mongolie<sup>3</sup>, et les pays candidats<sup>4</sup>.

La Fondation est un triple centre d'expertise qui réunit des connaissances approfondies sur des aspects politiques et économiques régionaux/nationaux spécifiques, une connaissance et une expérience approfondies des questions relatives à la formation professionnelle liées au marché du travail, et la gestion effective d'importants projets européens. Elle est associée sans restriction au cycle de projets développé dans le cadre des programmes européens Phare, CARDS, Tacis et MEDA. En sa qualité de centre d'expertise, la Fondation a pour rôle de:

- fournir des connaissances, des conseils et de l'information sur des questions de formation professionnelle liées au marché du travail;
- fournir une analyse approfondie de la situation dans les domaines de la formation professionnelle et de questions liées à l'emploi et à la formation;
- diffuser de l'information provenant des États membres sur les meilleures pratiques au sein de l'Union européenne; et
- faciliter les contacts entre les acteurs clés et coordonner le travail des bailleurs de fonds.

Etant donné les différences considérables entre les quatre régions et les pays partenaires, il existe une grande diversité au niveau des besoins et des demandes. C'est pourquoi la

---

<sup>1</sup> Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Israël, Autorité palestinienne, Liban, Syrie, Turquie, Chypre et Malte. Les 3 derniers pays sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne et sont, en cette qualité, couverts par les activités de la Fondation pour les pays candidats (voir point 4 ci-dessous).

<sup>2</sup> Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, Kosovo, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Serbie.

<sup>3</sup> Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldova, Fédération de Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan et Mongolie.

<sup>4</sup> Bulgarie, République tchèque, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovénie, Turquie.

Fondation n'offre pas de produits ni de procédures standards, mais adopte une approche «sur mesure» à l'égard des partenaires individuels.

La Fondation essaiera, autant que possible, de travailler au niveau du système et d'obtenir des ministères et des partenaires sociaux des pays partenaires qu'ils s'engagent à réaliser des changements au niveau de la législation, des systèmes et des décisions nationales. Elle s'efforce ainsi d'exercer une influence maximale et d'obtenir le meilleur rendement pour son investissement.

La Fondation fournit également une assistance technique à la Commission pour le programme Tempus.

## **1.2. Structure de la Fondation**

Le Conseil de direction de la Fondation (voir chapitre 6) est présidé par le Directeur général de la DG Éducation et Culture et est composé de représentants des États Membres et de la Commission. Le Conseil de direction se réunit pour discuter et approuver les programmes de travail et budget annuels de la Fondation et est également consulté sur des questions relatives à la conduite et à la gestion stratégiques de la Fondation.

Le Conseil de direction est assisté par le Collège consultatif, un organe comptant plus de 100 experts en formation professionnelle issus d'États membres de l'Union européenne, les pays partenaires, des organisations de partenaires sociaux et d'autres organisations internationales. Le rôle principal du Collège consiste à fournir à la Fondation et à son Conseil de direction des conseils relatifs à la préparation du programme de travail annuel de la Fondation. Le Collège sert également de réseau d'échange permettant de partager, entre des pays en voie de transition et avec eux, de bonnes pratiques dans le domaine des politiques et de la réforme de la formation professionnelle. Les activités du Collège consultatif sont décrites sommairement au chapitre 6.

Le Directeur de la Fondation est placé sous l'autorité directe du Conseil de direction et préside le Collège consultatif. Il a été assisté en 2001 par quelque 115 collaborateurs pour la mise en œuvre du programme de travail basé sur le budget de la Fondation. Ce budget s'élevait à 16,2 millions € pour l'année en question.

La Fondation articule son organisation sur une base géographique, à travers quatre départements qui prennent en charge les pays candidats, les Balkans occidentaux, les Nouveaux États Indépendants et la Mongolie, et la région méditerranéenne. Un département distinct gère l'assistance technique fournie à la Commission dans le cadre du programme Tempus. En ce qui concerne la formation à la gestion, les activités sont coordonnées par l'unité de formation à la gestion, qui collabore avec les départements géographiques. À la base des opérations de la Fondation se trouve le département Administration et services centraux, qui fournit un support technique et administratif à l'organisation dans son ensemble.

## **1.3. L'évaluation et l'assurance-qualité de la Fondation européenne pour la formation**

La Fondation prend au sérieux son obligation de suivre de près ses activités et de les évaluer. Pour faciliter ce processus de révision et d'évaluation, le Conseil de direction a institué en 1999 un Comité directeur interne d'évaluation composé de membres du Conseil, d'experts en évaluation et de collaborateurs de la Fondation. Ce Comité directeur doit présenter ses conclusions au Conseil.

Le Comité directeur interne d'évaluation s'est réuni en février 2001 et a discuté le premier avant-projet des cadres de référence pour l'évaluation externe de la Fondation européenne pour la formation qui avait été préparé par la DG Éducation et culture. Le Comité a approuvé la proposition de la DG EAC recommandant, outre une évaluation de l'impact des activités passées de la Fondation, l'évaluation externe qui devrait fournir une analyse orientée vers l'avenir en vue de soutenir le développement continu de la Fondation.

En vue de la prochaine évaluation externe, il a été convenu que de nouvelles réunions du Comité directeur interne d'évaluation seraient reportées jusqu'à ce que les résultats de l'évaluation externe soient connus. Un Comité directeur pour l'évaluation externe a été établi séparément.

Le Comité interne a également discuté du rôle que l'évaluation devrait jouer dans la Fondation en tant que centre d'expertise. Le Comité a proposé que la Fondation évolue d'une culture d'évaluation basée sur un produit vers un processus continu de contrôle et d'évaluation de la qualité des activités qui implique tout le personnel de la Fondation.

Cette recommandation a été prise par la Fondation en 2001 lorsqu'un système de qualité a commencé à se développer avec pour objectif suprême de garantir la satisfaction du client/bénéficiaire grâce au développement et à la fourniture de produits et de services de la Fondation

#### **1.4. Développement de la Fondation**

Les contextes dans lesquels agit la Fondation évoluent rapidement, tant en ce qui concerne la nature des services demandés par la Commission européenne qu'en ce qui concerne les besoins et les aspirations des pays partenaires. En outre, des thèmes clés, relatifs à la formation professionnelle et à la formation à la gestion, aux conditions du marché du travail et aux facteurs culturels continuent tous à évoluer rapidement, en particulier dans les économies de transition.

La Fondation est bien consciente de la nécessité d'anticiper ces développements et a mis en place en 2001 une procédure de changement pour assurer que ses opérations en tant que centre d'expertise soient basées sur les connaissances les plus récentes des répercussions des changements qui influencent la réforme du système d'enseignement et de formation, tant en Europe que dans les pays partenaires.

Par ailleurs, en vue de s'assurer qu'elle continue à fournir un service de haute qualité aux partenaires en transition, la Fondation a pris de nouvelles dispositions en vue d'accroître son savoir-faire. En 2001, trois grands thèmes ont fait l'objet d'une attention particulière:

- la formation professionnelle dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie – en particulier la nouvelle définition du concept et ce qu'il sous-entend pour la mise en œuvre de plans d'action dans des pays/régions de référence;
- l'appréciation et l'évaluation des progrès dans la réforme des systèmes de formation professionnelle – élaborer une méthodologie d'évaluation des outils, y compris une méthode d'évaluation des performances;
- le développement de la formation et des compétences au niveau de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les PME.

Outre ces mesures, la Fondation a continué à consolider son expertise dans d'autres secteurs clés importants, parmi lesquels: la formation des enseignants et des formateurs, les qualifications et les normes ainsi que l'évaluation du marché du travail.



## **2. LES ACTIVITÉS DE LA FONDATION EN 2001**

Cette partie passe brièvement en revue les activités de la Fondation réalisées en 2001. Conformément au programme de travail 2001, ces activités sont classées en quatre catégories: activités obligatoires, soutien à la Commission, collecte et analyse d'informations, et activités de développement. Un tableau récapitulatif de ces activités par région est donné à l'annexe I.

### **2.1. Les pays candidats**

#### *2.1.1. Introduction*

La Fondation a commencé en 2001 à réduire ses activités dans les pays candidats, la plupart des initiatives gérées sous des conventions Phare étant déjà menées à terme, tout en continuant à aider la Commission dans l'évaluation des propositions Phare. Les autres activités sont principalement des activités de nature analytique et de développement, y compris les conseils stratégiques aux pays partenaires.

#### *2.1.2. Initiatives obligatoires*

Dans la gestion des activités Phare restantes, la Fondation a achevé les audits financiers de plusieurs programmes. Le dernier programme DRH (développement des ressources humaines) en Roumanie s'est achevé par un séminaire à Bucarest en mai 2001.

La Fondation a continué à mettre en œuvre les projets thématiques et pilotes qui avaient été lancés en 2000: en matière de partenariat social dans le domaine de la formation professionnelle, une conférence sur l'apprentissage tout au long de la vie et sur le dialogue social a été organisée à Malmö avec l'aide du gouvernement suédois; en ce qui concerne le thème des signaux du marché du travail régional, la Fondation a achevé une étude sur les compétences des entreprises qui a conduit d'autres pays candidats et des Balkans occidentaux à manifester leur intérêt pour la réalisation d'études semblables.

Maintenant son soutien à la croissance et à la gestion des petites et moyennes entreprises (PME), la Fondation a organisé des événements en Hongrie, en Bulgarie, en Lettonie et à Bruxelles pour diffuser les résultats d'une initiative antérieure en matière de formation à l'esprit d'entreprise pour le développement des PME. La Fondation a achevé avec succès plusieurs autres projets: projets relatifs à la formation destinée aux enseignants et aux formateurs en Lettonie et en Lituanie; une deuxième phase d'un projet pilote visant à établir un centre de formation régional en Lituanie; plusieurs microprojets au niveau scolaire en Roumanie ainsi qu'un projet pilote sur le développement de cadres de qualification nationaux en Slovénie. La réunion annuelle de son groupe régional du Collège consultatif pour les pays candidats s'est tenue à Chypre en septembre 2001.

#### *2.1.3. Assistance à la Commission*

La Fondation a préparé pour le compte de la DG Emploi et Affaires sociales des monographies détaillées sur la formation professionnelle, les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie et les services de l'emploi dans tous les pays candidats. Le travail a progressé en République tchèque, en Slovénie, en Pologne, en Hongrie, en Estonie, à Malte et à Chypre. La DG Élargissement a également largement associé la Fondation aux programmes Phare dans plusieurs pays, notamment en Roumanie, en Hongrie, en Pologne, en Bulgarie, en Turquie et dans les états baltes.

Parallèlement, la Fondation a mis à jour ses études sur l'état d'avancement de la réforme de la formation professionnelle dans les pays candidats. En Bulgarie, la Fondation a assisté la Commission européenne dans la programmation du projet Phare sur la formation professionnelle et le marché du travail.

En 1999/2000, la Fondation a géré le Programme spécial de préparation Phare pour la présentation du Fonds social européen (FSE) aux pays candidats. Comme suivi de cette activité et avec l'assistance du bureau TAIEX de la DG Élargissement, la Fondation a organisé un atelier spécial visant à fournir aux instituts nationaux de formation (INF) du FSE, établis dans chaque pays au cours du programme initial, les derniers développements dans la stratégie européenne de l'emploi.

Une initiative de formation à la gestion est en cours de réalisation en Bulgarie, pour le compte de la Commission. La délégation de l'UE et le ministère bulgare de l'Économie sont étroitement impliqués dans la mise en œuvre et dans le développement du projet qui se terminera en 2002.

#### *2.1.4. Collecte et analyse d'informations*

Les Observatoires nationaux ont continué à fournir à la Fondation des services analytiques et un nouveau système de rapport basé sur des besoins en information liés à l'adhésion a été développé. Conformément à la politique de la Fondation, les Observatoires nationaux ont été invités à lancer une procédure de consultation conduisant aux premiers plans de développement, qui identifieront des services pouvant être fournis aux acteurs dans un pays donné. Des discussions ont également été amorcées sur la manière dont la fonction d'Observatoire peut être mise en œuvre à Malte et à Chypre.

#### *2.1.5. Activités de développement*

À la demande de la DG Éducation et Culture, la Fondation a participé à la procédure de consultation de la Commission sur son Protocole relatif à l'apprentissage tout au long de la vie dans les pays candidats. La Fondation a participé à certains événements et a dressé une analyse transnationale des rapports présentés par chaque pays. La Fondation a également lancé des activités pilotes dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie dans les pays candidats, en soutenant la réforme des cursus à Chypre et en participant à l'établissement d'un système national de qualifications à Malte.

La Fondation a également préparé un document sur l'apprentissage électronique (eLearning), qui a été présenté à la cinquième conférence des ministres européens de l'Éducation qui s'est tenue à Riga en juin 2001.

## **2.2. Balkans occidentaux**

### *2.2.1. Initiatives obligatoires*

La Fondation a organisé plusieurs conférences sur l'intégration du travail et de l'apprentissage qui ont attiré une participation considérable des ministères, des partenaires sociaux, des milieux de la recherche, des entreprises et d'institutions d'enseignement, tant des pays du Sud-Est européen (SEE) que des pays candidats.

Des microprojets relatifs au chômage des jeunes ont été lancés en Croatie et au Monténégro et une conférence en vue de communiquer les résultats à d'autres pays de la région a été organisée en novembre 2001.

Une tâche clé de la Fondation consiste à promouvoir la coopération entre les bailleurs de fonds qui déploient leurs investissements dans la région. La Fondation a rencontré des hauts fonctionnaires de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI) en vue d'élaborer un débat sur la manière dont les banques peuvent mieux intégrer les compétences et le programme pour l'emploi dans leur planification et leurs opérations stratégiques.

S'appuyant notamment sur un financement octroyé par les autorités helvétiques, la Fondation a défini un projet régional de compétences en tourisme pour PME adossé à un projet bilatéral helvético-croate.

L'évaluation finale du programme de 1997 pour la Bosnie-Herzégovine a été achevée et le rapport a été publié. Le programme de 1999 a conduit à la publication du Livre blanc sur la réforme de la formation professionnelle en mai 2001 ainsi qu'à une série de séminaires à l'attention des enseignants visant à consolider la mise en œuvre des nouveaux cursus.

La réunion commune entre le groupe régional du Collège consultatif pour le Sud-Est européen et les Observatoires de la région a eu lieu du 3 au 7 juillet à Bled, en Slovénie. La réunion a été organisée et soutenue conjointement par les autorités nationales slovènes et la Fondation. L'objectif principal était de définir les besoins, les priorités et les approches pour la réforme de la formation professionnelle dans la région sur la base d'études de l'OCDE et de la Fondation, et d'émettre ensuite des recommandations pour le programme de travail 2002 de la Fondation.

#### 2.2.2. *Assistance à la Commission*

Dans le cadre de l'étude de l'OCDE sur la politique régionale de l'enseignement, le personnel de la Fondation a pris part au travail d'équipes d'études stratégiques pour évaluer la situation du marché du travail et de la formation professionnelle dans les pays du SEE. La Fondation a préparé un projet d'étude transnationale de ses propres rapports relatifs au marché de l'emploi et à la formation professionnelle à des fins de discussion lors de la réunion du groupe régional du Collège consultatif.

Les rapports nationaux sont également utilisés pour conseiller la Commission en ce qui concerne l'assistance fournie à l'Albanie, à la Bosnie-Herzégovine, à la Croatie et à la FYR (ancienne République yougoslave de Macédoine). En Bosnie-Herzégovine, en Croatie, dans la FYR et dans la FRY (République fédérale de Yougoslavie) – Serbie, la Fondation a conçu des projets de réforme de la formation professionnelle en tant que participation au cycle de projets de la Commission, et prépare actuellement un projet de réforme de la formation professionnelle en FRY-Monténégro.

Des programmes de développement du personnel pour des décideurs clés dans le domaine de la formation professionnelle ont progressé de manière régulière dans chaque pays:

- En Albanie, la Fondation soutenait un groupe d'acteurs clés albanais dans la préparation d'un Livre vert dans le domaine de la formation professionnelle;
- En Croatie, la Fondation a aidé trois groupes de travail d'experts croates sur (i) la décentralisation et le financement, (ii) la réforme du cursus de formation professionnelle et (iii) la réforme de la formation destinée aux enseignants de la formation professionnelle;

- En Croatie, la Fondation a aidé trois groupes de travail d’experts croates sur (i) la décentralisation et le financement, (ii) la réforme du cursus de formation professionnelle et (iii) la réforme de la formation destinée aux enseignants de la formation professionnelle;
- Au Kosovo, la Fondation s’est penchée sur la collecte, l’analyse et la communication d’informations relatives au marché du travail dans le cadre de 4 sessions de formation.

### *2.2.3. Collecte et analyse d’informations*

Les Observatoires de la région ont rendu compte des progrès réalisés en faveur de l’intégration européenne dans le domaine de la formation professionnelle. En FRY-Serbie, un Observatoire est en développement et promouvra et développera des compétences spécialisées dans des questions relatives à la formation professionnelle et au marché du travail à partir de mai 2002.

### *2.2.4. Activités de développement*

Faisant suite aux demandes de la Commission pour contribuer au développement des compétences dans les PME, la Fondation a dirigé en Croatie une nouvelle approche combinant formation et conseil avec des services de développement des entreprises. La Fondation a mis à profit sa propre expérience dans ce domaine et a achevé récemment une évaluation de la formation proposée aux cadres dans le Sud-Est européen. Elle a présenté des rapports nationaux pour la Croatie, le Monténégro, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine.

## **2.3. La région méditerranéenne**

### *2.3.1. Initiatives obligatoires*

La Fondation a tenu la réunion annuelle du groupe du Collège consultatif pour la région méditerranéenne les 28 et 29 juin à Rabat, au Maroc. La réunion était organisée en coopération avec le «Ministère de l’Emploi, de la Formation Professionnelle, du Développement Social et de la Solidarité» marocain, et a été centrée sur deux thèmes revêtant une importance particulière pour la région: l’amélioration de la qualité de la formation des formateurs, d’une part, et la production et l’analyse de données et d’informations, d’autre part – la fonction d’Observatoire.

### *2.3.2. Assistance à la Commission*

La Fondation a continué à développer des activités dans la région méditerranéenne où la Commission utilise les compétences de la Fondation pour soutenir le développement du programme MEDA. Les événements intervenus dans la région ont conduit à réexaminer l’importance relative d’autres activités afin d’accueillir de nouvelles demandes, parmi lesquelles:

- Identification de projets et études de faisabilité en Égypte et au Maroc pour préparer le terrain pour des projets financés par la Commission dans le domaine de la formation professionnelle. Les deux opérations ont été lancées en septembre et s’achèveront en 2001;
- Un projet de programme régional sur la formation pour l’emploi; des lignes directrices pour le développement de programmes d’assistance sectoriels dans le

domaine de la formation professionnelle; l'identification d'éventuels secteurs d'activité commune avec Israël en tant que partie à l'accord d'association UE-Israël; et l'assistance d'experts dans le cadre d'un programme de développement social en Jordanie.

Aux niveaux régional et sous-régional, la Fondation a continué à développer des activités visant à promouvoir la convergence progressive de la politique de formation professionnelle dans les différents pays:

- Une conférence sur les normes en matière de formation professionnelle dans la région du Mashreq, organisée au Caire en avril 2001, a rassemblé plus de 80 représentants des secteurs public et privé d'Égypte, de Jordanie, de Syrie, du Liban, de la Cisjordanie et de Gaza, d'organisations internationales et de donateurs bilatéraux. Cette conférence a démontré la valeur ajoutée par un organisme externe tel que la Fondation à la promotion de la coopération entre les pays de la région;
- La deuxième «Rencontre Manforme» organisée à Tunis en Octobre 2001 a réuni plusieurs acteurs tunisiens impliqués dans le programme national de réforme de la formation professionnelle, ainsi que des représentants de l'Algérie et du Maroc.

Agissant comme un catalyseur au niveau national, la Fondation a aidé une série d'acteurs syriens, tant du secteur public que du secteur privé, à lancer un programme pilote pluriannuel d'apprentissage qui réunit, pour la première fois en Syrie, des industriels et des autorités publiques dans l'offre de formation.

Faisant suite à une demande de la Commission, la Fondation a présenté deux rapports qui donnent une vue d'ensemble des systèmes nationaux de formation professionnelle en Syrie et au Maroc ainsi que des liens entre le système de formation professionnelle et les besoins du marché du travail. Ce sont les derniers rapports d'une série que la Fondation a produite depuis 1999 et qui comprend des publications relatives à l'Algérie, la Jordanie, le Liban, Malte, Chypre et la Turquie.

### *2.3.3. Collecte et analyse d'informations*

Au cours de l'année 2001, la Fondation a examiné les moyens et les mécanismes locaux existants pour la génération d'informations et la prévision de la demande en matière de formation, de qualifications et d'emploi (la fonction d'«Observatoire»). La première phase a permis d'évaluer la collecte d'informations et les services analytiques actuellement disponibles dans les pays du Mashreq. La Fondation a également aidé l'Algérie à renforcer ses moyens en créant un réseau pilote des différentes structures locales actuellement actives dans ce secteur.

### *2.3.4. Activités de développement*

La première phase de l'activité visant à développer des stratégies de formation des enseignants et des formateurs a démarré avec des rapports de terrain évaluant l'offre de formation pour les enseignants dans les pays du Maghreb. Ceci se poursuivra en 2002 et couvrira toute la région méditerranéenne.

Au niveau de la formation à la gestion, la Fondation a diffusé son rapport «*Overview of management development support for SME growth in the Med Region*» («Aperçu de

l'assistance au développement de la gestion pour la croissance des PME dans la région méditerranéenne») qui constitue un résumé des actions pour les acteurs clés.

## **2.4. Nouveaux États Indépendants et Mongolie**

### *2.4.1. Initiatives obligatoires*

Quatre projets de jumelage d'Observatoires nationaux auxquels prennent part des Observatoires nationaux Phare et Tacis ainsi que des partenaires européens ont fourni un certain nombre de résultats intéressants en 2001. Ceux-ci comprennent la formation en la planification stratégique et en gestion de projet en Géorgie; une évaluation comparative et des méthodologies analytiques pour mesurer l'impact de la formation professionnelle continue en Moldova, en Roumanie et en Ukraine, ainsi que des instruments identifiant les professions clés et les besoins en compétences qui voient le jour dans des pays d'Asie centrale.

Au cours de l'année 2001, le projet «*Strengthening partnerships between management training institutions and companies*» («Renforcer les partenariats entre les instituts de formation à la gestion et les entreprises») a présenté des recommandations claires sur la mise en oeuvre de la politique RH, la conduite d'une évaluation des besoins en formation et l'élaboration d'un plan de formation. Une «trousse à outils» complète a été présentée pour ces activités et sera largement diffusée au cours de la seconde phase du projet qui a commencé en décembre 2001.

La seconde des trois phases du projet de réforme de la formation professionnelle en Ukraine a généré un nouveau cursus, tandis que des partenaires français et italiens continuent à concentrer leur soutien sur les quatre écoles d'agriculture de la région de Vinnitsa. Un partenaire autrichien a également participé au projet et a offert une aide à des écoles de tourisme de la région d'Odessa.

La seconde phase du projet pour le nord-ouest de la Russie s'est terminée avec succès. Les résultats seront consolidés puis disséminés dans les autres régions et auprès des autres bénéficiaires.

### *2.4.2. Assistance à la Commission*

Au cours du deuxième semestre de 2001, la Fondation a aidé la Commission en collaborant à un cadre de référence pour des projets financés dans le cadre de Tacis qui doivent être lancés en 2002. La Fondation a, par exemple, fourni à la Commission le premier avant-projet d'un cadre de référence pour un projet de réforme de la formation professionnelle au Kazakhstan. Sur la base de travaux réalisés au cours d'une mission en Ouzbékistan en avril 2001, la Fondation a achevé en septembre le cadre de référence pour le projet financé dans le cadre de Tacis à concurrence de 2 millions € intitulé «*Development of Employment Opportunities in Uzbekistan*» («Développement des perspectives d'emploi en Ouzbékistan»). Enfin, la Fondation a rédigé le nouveau cadre de référence pour le Programme des Formateurs des Cadres II en collaboration avec EuropeAid. De plus, et sur la base de consultations avec la Commission et le ministère russe de l'Éducation, le premier avant-projet de cadre de référence pour Delphi II a également été présenté.

A titre de contribution au processus de planification de la Commission, la Fondation a analysé le développement de la doctrine nationale sur l'éducation en voie de préparation auprès des autorités ukrainiennes en coopération avec des donateurs internationaux et a ensuite informé la Commission à ce sujet.

#### *2.4.3. Collecte et analyse d'informations*

Le travail des Observatoires nationaux Tacis s'est poursuivi avec la collecte et la diffusion d'indicateurs clés et la réalisation de rapports-bilans. L'évaluation externe du réseau a généré des recommandations individuelles pour les Observatoires dans chaque pays et il en a été tenu compte dans les nouveaux plans de travail pour 2002.

#### *2.4.4. Activités de développement*

Au cours de la première phase du projet triennal sur l'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation dans la Fédération de Russie et en Ukraine, des écoles pilotes ont été choisies et des équipes d'agents pour le changement ont été constituées dans chacune d'elles. Un des principaux éléments du projet en 2001 consistait en deux programmes de dix semaines qui visent à stimuler l'esprit d'entreprise au niveau de l'organisation de l'école et du travail des enseignants en classe. Chaque école a conçu, développé et évalué une série de projets et les activités ont préparé le terrain pour la deuxième phase du projet qui démarrera au début de 2002.

Un cours sur l'évaluation de projets de formation a été conçu pour un groupe sélectionné de participants des NEI et sera mis en ligne comme test pour des méthodes d'apprentissage innovatrices.

### **2.5. Assistance technique au programme Tempus**

La Fondation a continué à fournir une assistance technique à la DG Éducation et Culture pour le programme Tempus. Le groupe de pays susceptibles de participer au programme a été élargi en 2001 pour inclure la République fédérale de Yougoslavie. Tous les pays éligibles pour les programmes CARDS et Tacis peuvent participer au programme Tempus.

Dans sa phase actuelle, le programme Tempus contribue à la réforme et à la gestion d'instituts d'enseignement supérieur via des projets ciblés dans des domaines clairement spécifiés. Ceux-ci comprennent la gestion des universités, l'élaboration des cursus, le renforcement des institutions, les réseaux et la mobilité. Des bourses de mobilité individuelles (BMI) sont, en outre, disponibles pour tous les pays qui satisfont aux conditions requises sous Tempus III.

Conformément à la priorité générale pour le processus de stabilisation et d'adhésion et pour le Pacte de stabilité, l'accent a été placé de manière bien sentie sur la promotion de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux. Les universités du Sud-Est européen peuvent jouer un rôle prépondérant en faveur de la compréhension réciproque au-delà des frontières culturelles et ethniques et permettre un usage plus efficace des maigres ressources humaines nationales grâce à une plus grande coopération académique au niveau régional.

En 2001, la Commission a entamé une révision fondamentale de tous les documents et procédures qu'implique la gestion du Programme Tempus de manière à les actualiser, les rationaliser et les simplifier autant que possible. La Fondation a participé activement à ce processus de révision.

#### *2.5.1. Sélection*

En 2001, la date limite d'introduction pour les dossiers de projets européens communs et de projets de réseau (PEC) était fixée au 1<sup>er</sup> mars. Cette date était fixée au 3 avril pour les dossiers concernant la mobilité individuelle. Au total, 428 dossiers de projets européens communs et de projets de réseau et 210 dossiers relatifs à la mobilité individuelle ont été

introduits et des réunions de sélection présidées par la Commission ont été tenues dans plusieurs pays partenaires.

#### *2.5.2. Tempus CARDS - Projets européens communs et projets de réseau*

En réponse à l'appel lancé dans le cadre de Tempus III pour l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la République fédérale de Yougoslavie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, un total de 161 demandes ont été reçues. Le nombre de demandes pour des projets transnationaux qui impliquent plus d'un pays CARDS a augmenté de manière significative, de 12 demandes en 2000 à 57 demandes en 2001.

#### *2.5.3. Tempus Tacis - Projets européens communs et projets de réseau*

En réponse à l'appel lancé dans le cadre de Tempus III pour le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldova, la Fédération de Russie, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan, un total de 267 demandes de projets européens communs et de projets de réseau ont été reçues, dont 20 étaient des projets transnationaux.

#### *2.5.4. Bourses octroyées pour des projets de mobilité individuelle*

Au total, 210 demandes ont été traitées:

- 2 demandes ne remplissaient pas les conditions requises;
- 93 demandes couvraient la mobilité en provenance de et vers l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la République fédérale de Yougoslavie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine;
- 115 demandes concernaient la mobilité en provenance de et vers des pays partenaires de Tacis.

#### *2.5.5. Contrôle*

Les activités de contrôle mises en oeuvre dans le cadre des programmes Tempus Phare et Tempus Tacis concernaient les fonctions classiques de gestion des contrats et de contrôle sur le terrain. Au total, 1 100 rapports ont été reçus en 2001.

- Gestion des contrats. Des bourses annuelles ont été délivrées dans le cadre de projets Tempus en cours. Menée par la Commission, une révision des documents contractuels et des annexes s'est achevée en 2001 par l'approbation d'un modèle de contrat commun aux projets CARDS et Tacis, et les lignes directrices pour de nouveaux projets ont également été adaptées en ce qui concerne l'utilisation de la bourse. Sous l'instigation de la Commission, les comptes rendus ont été simplifiés et abrégés.
- Contrôle par les bureaux. Plusieurs centaines de projets Phare, CARDS et Tacis ont été suivis et ont bénéficié des conseils des différents bureaux géographiques. 1.626 lettres ont été reçues en 2001. L'évaluation des rapports annuels, finaux et intermédiaires relatifs aux projets européens communs Tempus Phare, CARDS et Tacis pour les différentes années contractuelles (de 1998 à 2001) s'est poursuivie. 975 rapports ont été évalués en 2001.



- Contrôle sur le terrain. En 2001, les Bureaux nationaux Tempus et les Bureaux géographiques de la Fondation ont réalisé 87 visites de contrôle sur le terrain dans le cadre de projets Tempus Phare et CARDS – 84 ont été effectuées par les NTO et 3 par la Fondation. Des réunions d'information et de formation destinées aux participants aux projets Tempus se sont tenues en Hongrie, en Bosnie-Herzégovine et dans la Fédération de Russie.

#### 2.5.6. Développement informatique

A la demande de la Commission et en collaboration avec les Services informatiques et techniques de la Fondation, des formulaires de demande «en ligne» ont été élaborés et testés en 2001 et des formulaires électroniques pour la présentation de dossiers devraient être disponibles pour les candidats à des bourses pour des projets concernant la mobilité individuelles en juin 2002. Cette possibilité sera ultérieurement mise à la disposition des candidats aux projets européens communs.

Un outil informatique pour les comptes rendus, Business Object, a été adapté aux besoins de Tempus; il permet la production de statistiques, de rapports et de fiches de projet, à des fins de sélection, de contrôle et d'information.

#### 2.5.7. Informations et publications

- Supports d'information achevés en 2001:

Titre	Langues	Support
Brochure Tempus III	EN,FR,DE,RU	Papier et WWW
Listes des projets Tempus CARDS 2000	EN	WWW
Fiches des projets à succès	EN	Papier
Listes des projets Tempus Tacis 2000	EN	WWW
Rapport annuel Tempus 2000	EN,FR,DE	Papier

Le site Web existant sur Internet a été mis à jour et contient de nouvelles catégories incluant des pages relatives à la «Sélection 2000» et à la «Sélection en cours 2001». Ces domaines comprennent les dernières informations destinées aux partenaires et aux candidats aux projets, ainsi qu'une vue d'ensemble en ligne.

- Sous la tutelle de la Commission, les travaux relatifs à la production des supports d'information Tempus suivants ont commencé en 2001:
  - Un remaniement en profondeur du Guide du candidat de manière à éviter toute révision importante pour le reste de l'existence du Programme Tempus III ;
  - A la demande de la Commission, un contractant externe a été chargé de l'élaboration d'une étude sur les réalisations menées par le Programme Tempus dans les pays candidats ;
  - Une publication résultant de 3 séminaires régionaux Tempus ;
  - Nouvelles fiches d'information «Tempus at Work».

#### 2.5.8. *Evénements particuliers*

La Fondation a assisté la Commission dans l'organisation:

- de la réunion conjointe du Bureau national Tempus (NTO)/ Point d'information Tempus (TIP) / Point de contact national (NCP), à Bruxelles du 9 au 12 mars 2001;
- du séminaire à Tirana, Albanie, sur la «Coopération de réseau et régionale», du 23 au 25 avril 2001;
- de la réunion NTO/TIP/NCP à Bruxelles, du 11 au 15 octobre 2001. La Fondation a préparé du matériel didactique et a aidé à former les NTO et les TIP à la conception de projets, notamment à l'analyse des besoins.

La Fondation était également représentée aux réunions du Comité Tempus organisées par la Commission en juillet et décembre 2001 ainsi qu'aux réunions de clôture organisées par les NTO dans les pays candidats.

### **3. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES AGENCES DE L'UE**

La Fondation poursuit sa collaboration étroite avec d'autres agences de l'UE dans le cadre de questions d'intérêt commun. Le Directeur de la Fondation était présent aux deux réunions des directeurs des agences en 2001 au cours desquelles des thèmes d'intérêt mutuel tels que la gestion, le financement, des questions administratives et relatives au personnel ont été discutées.

Pendant plusieurs années, la Fondation a entretenu une coopération étroite avec le CEDEFOP, notamment dans le cadre du travail avec les pays candidats. La Fondation aligne ses activités dans ces pays sur les exigences du processus global d'adhésion, qui comprend l'assistance aux pays dans leur préparation à la participation à des agences communautaires telles que le CEDEFOP. En 2001, les Conseils de direction de la Fondation et du CEDEFOP se sont mis d'accord sur un cadre pour la coopération entre les deux organisations pendant le processus d'élargissement (GB01-015) et sur une liste d'activités communes (GB01-029 – Rév.) pour l'année 2002. Plusieurs réunions communes entre les deux agences ont eu lieu au cours de 2001.

En 2001, Eurydice, le CEDEFOP et la Fondation ont convenu d'un cadre de coopération commun qui apparaît dans le programme de travail annuel de 2002 de chaque organisation. Une coopération plus étroite est nécessaire, non seulement en raison de l'élargissement des activités communautaires dans les domaines de la formation professionnelle pour couvrir les pays candidats, mais plus particulièrement parce que ces domaines connaissent une intégration rapide en Europe.

La Fondation coopère aussi étroitement avec la plupart des autres agences communautaires sur des thèmes tels que la sécurité et en vue de prendre des initiatives communes en matière de systèmes informatiques et de technologies de l'information. La Fondation participe au Comité directeur Service de soutien mutuel composé de 12 agences et institutions membres qui collaborent au développement du système de gestion budgétaire et financière SI2.

## **4. RAPPORT FINANCIER**

### **4.1. Sources de financement**

La Fondation perçoit une subvention annuelle provenant du budget de la Communauté européenne pour couvrir ses frais administratifs ainsi que le coût des opérations réalisées dans le cadre du programme de travail annuel. En 2001, cette subvention s'élevait à 16,8 millions €.

La Fondation a également continué à gérer le financement octroyé dans le cadre des différents programmes d'assistance externe de l'Union européenne. Ces fonds ont été transférés au moyen de conventions signées avec la Commission pour la gestion des programmes Phare/CARDS et Tacis au nom de la Commission. En 2001, la Fondation a géré quelque 23 millions € dans le cadre de fonds conventionnels Phare et Tacis pour des projets de formation professionnelle (voir annexe 3 pour de plus amples détails). La Fondation fournit également une assistance technique à la Commission européenne pour le programme Tempus et a géré quelque 136 millions € affectés aux fonds Tempus Phare et 80 millions € affectés aux fonds Tempus Tacis (voir annexe 4).

### **4.2. Exécution du budget**

À la suite de l'approbation par le Conseil de direction de la «*Mid-term perspective on staff resources 2002-2004*» («Perspective à moyen terme relative aux ressources en personnel pour la période 2002-2004») en novembre 2000, la Fondation a commencé à réduire le nombre de postes d'agents temporaires afin d'atteindre le chiffre cible de 105 en 2002 (par rapport à 115 en 2001). Des économies ont été réalisées au niveau des frais de personnel (chapitre 11) grâce au départ de plusieurs agents temporaires, aux retards au niveau du recrutement et au détachement d'experts nationaux (point 1520). La Fondation a proposé les quatre transferts suivants entre chapitres des titres 1, 2 et 3:

- Afin de couvrir les frais de voyage liés à la formation du personnel, il a été proposé de réattribuer 30.000 € du budget formation (point 1440) au budget missions (point 1300);
- Un transfert de 6.000 € du chapitre 11 vers le chapitre 25 (réunions du Conseil de direction) a été proposé afin de couvrir les frais plus importants de la première réunion du Conseil de direction de 2001 en raison de la participation de représentants des pays candidats;
- Un transfert de 150.000 € a été proposé du chapitre 11 vers le chapitre 30 (point 3040 «Frais de traduction») pour couvrir l'augmentation rétroactive des prix imposée par le Centre de traduction;
- Un transfert de 400.000 € des chapitres 11 (frais de personnel) et 15 (experts nationaux détachés) vers le chapitre 31 (activités du programme de travail) a été proposé. Ce transfert couvrait une série d'activités liées au programme de travail 2001 de la Fondation, pour renforcer l'impact des activités et développer davantage la Fondation en tant que centre d'expertise.

Le Conseil de direction a approuvé le budget rectificatif en septembre 2001. Le tableau ci-dessous présente l'état de l'exécution du budget (en EURO) au 31 décembre 2001

<b>2001</b>	<b>Budget (rectifié)</b>	<b>Engagements</b>	<b>Paiements</b>	<b>Reports automatiques</b>	<b>Dépenses totales</b>	<b>%</b>
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>E=C+D</b>	<b>F=E/A</b>
Titre1	10 186 000	10 170 920	9 745 597	356 753	10 102 350	99,18
Titre 2	1 413 750	1 412 179	860 969	544 224	1 405 193	99,39
Titre 3	5 200 250	5 195 822	2 442 837	2 723 157	5 165 994	99,34
<b>TOTAL</b>	<b>16 800 000</b>	<b>16 778 921</b>	<b>13 049 403</b>	<b>3 624 134</b>	<b>16 673 537</b>	<b>99,25</b>

#### **4.3. Approvisionnement**

La Fondation gère ses appels d'offres de façon centralisée. Elle a conclu 99 contrats et avenants et a délivré 68 bourses en 2001. Les modalités de passation de contrats avec les Observatoires nationaux de la Fondation ont été modifiées. Deux contrats-cadres ont été établis pour l'engagement d'experts temporaires dans le domaine de la formation professionnelle. Le Comité consultatif pour les Marchés publics (CCMP) de la Fondation s'est réuni à huit reprises au cours de 2001 et 13 dossiers ont été traités.

#### **4.4. Systèmes financiers et de gestion**

En collaboration avec les Services informatiques et techniques de la Fondation, un outil électronique pour la saisie des données relatives aux marchés publics (OSCAR) a été mis en œuvre en vue de rationaliser la procédure relative aux marchés publics. La Fondation a également mené à terme la première phase de développement d'un portail pour consolider toutes les données financières et relatives aux marchés publics conformément au Plan d'action présenté en 2000.

## 5. PERSONNEL

Fin 2001, la Fondation employait quelque 102 agents temporaires. Les détails relatifs au classement et à la nationalité des membres du personnel figurent ci-dessous.

### 5.1. Personnel et organigramme

#### 5.1.1. Agents temporaires

#### 5.1.2. Tableau A: Nombre d'agents temporaires en place au 31 décembre 2001 (par catégorie et nationalité)

Nationalité / Catégorie	A	B	C	Total
Autriche	2	3	-	5
Belgique	2	8	2	12
Danemark	2	-	-	2
Finlande	1	1	1	3
France	6	6	1	13
Allemagne	6	2	2	10
Grèce	2	1	-	3
Irlande	1	2	-	3
Italie	8	9	3	20
Luxembourg	-	-	1	1
Pays-Bas	6	2	-	8
Portugal	-	-	1	1
Espagne	2	1	-	3
Suède	-	1	1	2
Royaume-Uni	7	7	2	16
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>43</b>	<b>14</b>	<b>102</b>

5.1.3. *Table B: Evolution de la dotation en effectifs en 2001*

Grade	Situation au 31/12/2000	Départ	Recrutement	Situation au 31/12/2001
A	45	- 5	+ 5	45
B	43	- 4	+ 4	43
C	22	- 8	0	14
<b>TOTAL</b>	<b>110</b>	<b>- 17</b>	<b>9</b>	<b>102</b>

5.1.4. *Tableau C: Nombre et type d'autres membres du personnel employés par la Fondation fin 2001*

Agents locaux	11
Experts nationaux détachés	4

**5.2. Initiatives relatives au personnel**

En 2001, la Fondation:

- a mis en œuvre la première vague de promotion du personnel de la Fondation;
- a adopté un régime à temps partiel pour le personnel de la Fondation, conformément aux lignes directrices et aux procédures de la Commission;
- a adopté une ligne d'action concernant le recours au personnel auxiliaire (agents auxiliaires et travailleurs temporaires ou intérimaires);
- a mis à jour les procédures de recrutement;
- a mis en œuvre le plan de formation annuel pour le personnel de la Fondation européenne pour la formation;
- en collaboration avec les Services informatiques et techniques, la Fondation a mis en œuvre une base de données relative au personnel («SIC Personnel», la base de données standard utilisée à la Commission pour les RH) ainsi qu'un système informatisé pour gérer les missions («SIC Mission», la base de données standard utilisée à la Commission pour la gestion des missions).

## 6. CONSEIL DE DIRECTION ET COLLÈGE CONSULTATIF

### 6.1. Conseil de direction

Le Conseil de direction de la Fondation européenne pour la formation s'est réuni à deux reprises en 2001 - les 13 juin et 13 novembre. Outre ces réunions officielles, un séminaire informel du Conseil de direction a eu lieu le 12 juin auquel ont été invités des représentants des pays candidats en vue de débattre sur des questions concernant l'élaboration et la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie.

Lors de la réunion du **13 juin**, le Conseil de direction:

- a adopté les lignes directrices opérationnelles et les priorités à moyen terme de la Fondation telles qu'indiquées dans le document «*Making the European Training Foundation work as a centre of expertise*» («Faire fonctionner la Fondation européenne pour la formation comme un centre d'expertise») (GB01-013);
- a accepté le cadre pour la coopération entre le CEDEFOP et la Fondation européenne pour la formation au cours du processus d'élargissement (GB01-015); et
- a pris note de l'avant-projet de cadre de référence pour la prochaine évaluation externe de la Fondation européenne pour la formation (GB01-014).

Lors de la réunion du **13 novembre**, le Conseil de direction:

- a approuvé l'avant-projet du programme de travail pour 2002 de la Fondation (GB01-029) et a pris note du «*Rolling Framework for Foundation Action in the Mediterranean Region 2002-2004*» («Cadre révisable pour l'action de la Fondation dans la région méditerranéenne au cours de la période 2002-2004»);
- a approuvé la proposition de budget pour 2002 (GB01-031) sous réserve de son approbation ultérieure par l'autorité budgétaire;
- a approuvé la mise en œuvre de l'article 21 du règlement financier (GB01-033);
- a approuvé l'avant-projet de budget préliminaire pour 2003 (GB01-032);
- a donné décharge au Directeur de la Fondation européenne pour la formation pour le budget de 2000;
- a donné décharge à l'Administrateur comptable et à l'Administrateur comptable adjoint de la Fondation européenne pour la formation pour les opérations relatives au compte des recettes et dépenses pour 2000; et
- a pris acte du Plan de la Fondation européenne pour la formation relatif à la politique et au développement des ressources humaines (GB01-034).



## **6.2. Collège consultatif**

La fonction principale du Collège consultatif consiste à fournir au Conseil de direction un avis sur l'avant-projet de programme de travail de la Fondation pour l'année à venir.

Le Collège consultatif est composé de quatre groupes régionaux qui représentent les pays candidats, les pays du Sud-Est européen, les Nouveaux États Indépendants et les partenaires méditerranéens. Chaque groupe régional s'est réuni une fois par an lors des deux premières années de la durée de vie du Collège qui compte trois ans. Dans le courant de la dernière année, en 2003, une réunion plénière des quatre groupes se tiendra à Turin.

Les quatre groupes se sont réunis en 2001 pour examiner l'état d'avancement de la stratégie et des activités de la Fondation dans leurs régions respectives et pour commencer à élaborer le programme de travail pour 2002 en fournissant, dès le début, des avis quant aux besoins dans leur région. Les groupes régionaux se sont réunis en 2001 comme suit:

- Groupe régional Nouveaux États Indépendants et Mongolie – 24-26 juin – Moscou;
- Groupe régional Méditerranée - 28-29 juin - Rabat, Maroc;
- Groupe régional Sud-Est européen - 3-7 juillet - Bled, Slovénie; et
- Groupe régional pays candidats - 13-15 septembre – Nicosie, Chypre.

## ANNEXE 1 – Tableau des réalisations opérationnelles

<b>Région: Pays candidats – Réalisations en 2001</b>				
	PAYS/PARTENAIRES	ACTIVITÉS	RÉSULTATS	BUDGET 2001 (ETF)
<b>1. Initiatives obligatoires (3100)</b>				
<b>Poursuite des projets pour 2000</b>				
a1	Tous les pays	Partenariat social dans le domaine de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue social et conférence sur l'apprentissage tout au long de la vie</li> </ul>	(PT 2000)
A2	RO, BG, PL, EE, H, CZ, LT	Renforcement de la capacité dans les observatoires nationaux/Étude régionale sur les compétences des entreprises (certains fonds issus de 2000)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 rapports nationaux et rapport de synthèse</li> <li>• Réunion de debriefing et de diffusion</li> </ul>	90 000
a3	Tous les pays (sauf MT, CY et la TR)	Les meilleures pratiques de développement des PME	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diffusion en H, BG, LV et à la Commission</li> </ul>	(PT 2000)
		Réseaux de formation à la gestion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation des besoins en formation à la gestion en LT, LV et H et séminaires de diffusion</li> <li>• Rapports nationaux et transnationaux</li> </ul>	(PT 2000)
A4	LV – LT	Formation des enseignants et des formateurs (avec la Finlande et le Danemark)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Guides sur le développement scolaire et la formation de tuteurs</li> <li>• Acceptation des stratégies nationales pour la formation des enseignants/formateurs</li> </ul>	100.000
A5	LT	Développement d'un centre régional de formation (Marijampole - avec la Finlande et le Danemark)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation du personnel du centre de formation</li> </ul>	50.000
A6	RO	Développement de la formation professionnelle continue au niveau régional (Constanta – avec la France, l'Italie et la Belgique)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en oeuvre des projets pilotes régionaux</li> </ul>	50.000
A7	TR	Conférence sur les politiques d'emploi ( projet de 2000 reporté)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation de la conférence</li> </ul>	40.000
a8	SLO <sup>^</sup>	Assistance au développement d'une structure nationale de qualifications	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structure nationale de qualifications</li> <li>• Test de la présentation pour 1 secteur pilote</li> <li>• Diffusion des résultats</li> </ul>	(PT 2000)
A9	Tous les pays	Réunions semestrielles des Ministères de l'Éducation et du Travail sous la présidence de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation de la conférence (2002)</li> </ul>	60.000
<b>Conventions Phare</b>				

a10	Tous les pays (sauf MT, CY et la TR)	Clôture PSP (audit final) – (ZZ.97.19)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement de l'audit final</li> </ul>	---*
a11	LT	Programme de réforme de la formation professionnelle et de la formation à la gestion (audits finaux) – (LI-97.03.02.03 et LI-97.04.01.02)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement des évaluations techniques finales et des audits financiers</li> </ul>	---*
a12	EE	Programmes de réforme de l'enseignement supérieur et des systèmes d'information dans l'enseignement (audits finaux) – (ES-96.22.02.01/ES-96.22.02.02)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement des évaluations techniques finales et des audits financiers</li> </ul>	---*
a13	RO	Développement des ressources humaines (RO-97.01.04.01)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement de l'évaluation ex-post et de l'audit financier</li> </ul>	---*
a14	BG	Programme de formation à la gestion (BG-9908.01)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approbation du rapport initial</li> <li>• Sélection et formation de 40 stagiaires</li> <li>• Création de 10 comptoirs d'apprentissage et définition de plans de travail</li> </ul>	---*
A15	Tous les pays	Collège consultatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion des sous-groupes régionaux tenue à Chypre en septembre 2001</li> </ul>	40.000
<b>SOUS-TOTAL</b>				
<b>2. Fondation européenne pour la formation – Assistance à la Commission (3100)</b>				
a16	Tous les pays (principalement RO, BG et TR)	Assistance à la CE dans la série de projets Phare et demandes de la délégation de la CE (phases de planification et de contrôle) à la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie (avec des ressources humaines modestes réservées pour d'autres pays candidats)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contributions à la phase de planification pour PL, H, états baltes</li> <li>• RO- projet Phare de 2001 sur le DRH; cadres de référence pour le programme 2 de réforme de la formation professionnelle Phare 2001;</li> <li>• Assistance au contrôle d'un projet de jumelage pour l'élaboration de NEAP</li> <li>• TR: assistance fournie à la révision des cadres de référence pour le programme de formation professionnelle Meda;</li> <li>• Séminaire avec TAIEX et la DG Emploi</li> </ul>	---*
a17	Tous les pays	Étude sur l'état d'avancement de la réforme de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• «Étude sur l'état d'avancement de la réforme sur la formation professionnelle» à la DG Elargissement</li> </ul>	---*
A18	Tous les pays (sauf la TR)	Monographies (y compris assistance à l'Étude sur la politique de l'emploi)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Premier avant-projet de monographies pour CZ, SLO soumis à la DG Emploi;</li> <li>• Monographie en cours pour PL, EE, H, MT, CY</li> </ul>	205.000
a19	Tous les pays	Groupe de travail de contrôle Leonardo da Vinci	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Première réunion – groupe de travail pour l'évaluation et le contrôle</li> </ul>	---*
a20	Turquie	Mesures préparatoires Leonardo da Vinci	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reportées à 2002</li> </ul>	Fonds Phare
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>205.000</b>

\* Ressources en personnel allouées mais pas le budget du titre 3

<b>3. Collecte et analyse d'informations (3110)</b>				
	Tous les pays	Suivi des Observatoires nationaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement de l'évaluation externe du réseau des Observatoires nationaux;</li> <li>• Accord avec les Observatoires nationaux relatifs à la nouvelle stratégie et au nouveau système de compte-rendu;</li> <li>• Contrôle des rapports annuels pour 2001 et</li> </ul>	318.000
	TR	Création d'un Observatoire national	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commencement de la préparation du premier rapport de l'Observatoire national</li> </ul>	40.000
	MT et CY	Collecte et analyse d'informations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations et conseils pour la réforme de la formation des enseignants à Chypre;</li> <li>• Informations et conseils pour le système national de qualifications à Malte</li> </ul>	30.000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>388.000</b>
<b>4. Activités de développement (3120)</b>				
a22	RO et BG (principalement)	Activités thématiques dans le cadre de Phare à la demande de pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accord sur la coopération ETF/CEDEFOP;</li> <li>• Assistance à la consultation sur le protocole relatif à l'apprentissage tout au long de la vie;</li> <li>• Analyse transnationale sur les résultats de la procédure de consultation pour la DG Éducation et Culture;</li> <li>• Document sur l'apprentissage électronique pour la conférence des ministres européens de l'Éducation à Riga en juin 2001</li> </ul>	
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>n.d</b>
<b>TOTAL</b>				<b>1.023.000</b>

<b>Balkans occidentaux – Réalisations en 2001</b>				
	<b>PAYS/PARTENAIRES</b>	<b>ACTIVITÉS</b>	<b>RÉSULTATS</b>	<b>BUDGET 2001 (ETF)</b>
<b>1. Initiatives obligatoires (3100)</b>				
a23	ALB, BiH, BG, CRO, FYR, H, Kosovo, FRY, RO, SLO	Achèvement de l'intégration du travail et de l'apprentissage – diffusion de l'expérience en H et en SLO dans les pays du Sud-Est européen	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conférences nationales en H et en SLO</li> <li>• Tables rondes dans tous les pays du SEE et mise à disposition de rapports concis</li> <li>• Conférence de clôture organisée à Portoroz, SLO 17-18 juin</li> </ul>	(PT 2000)
a24	CRO, FRY	Achèvement de microprojets relatifs au chômage des jeunes en Croatie et au Monténégro. La conférence de diffusion aux autres pays de la région a eu lieu en novembre 2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariat entre écoles, agences pour l'emploi et employeurs</li> <li>• Sessions de formation pour acteurs locaux et jeunes chômeurs</li> <li>• Partenariats officiels entre écoles, agences locales pour l'emploi, autorités locales et employeurs</li> <li>• Sessions de formation organisées par des experts slovènes pour les acteurs locaux</li> <li>• Session de formation de quatre mois pour 28 jeunes chômeurs au Monténégro</li> </ul>	(PT 2000)
A25	ALB, BiH, BG, HRV, FYR, Kosovo, FRY, RO, SLO	Assistance dans le cadre du Pacte de stabilité comprenant: l'assistance technique au groupe de travail DRH, coordination et développement du programme de travail; développement de projets; identification et liaison des donateurs; planning/suivi avec PS Bruxelles et Tableau II des groupes de travail.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussions avec la BERD et la BEI relatives à l'agenda/planning pour l'emploi</li> <li>• Identification d'un projet régional de tourisme PME financé par la Suisse</li> <li>• Exercice d'apprentissage régional</li> <li>• Réunion DRH en juin à Turin</li> </ul>	50.000
A26	ALB, BiH, BG, FYR, FRY, RO, SLO	Assistance à la réunion régionale du Collège consultatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion à Bled, SLO 4-7 juillet</li> </ul>	60.000
a27	ALB	Assistance pour la mise en œuvre du projet développement des compétences des PME albanaises-italiennes. Financement par le gouvernement italien	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement assuré par le gouvernement italien</li> <li>• Activité opérationnelle en octobre 2001</li> </ul>	p.m.
a28	FYR	Compléter la Convention FYR 98	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des résultats lors du séminaire à Skopje en mai 2001, conjointement avec l'étude de l'OCDE sur le système d'enseignement</li> </ul>	---*

a29	BiH	Gestion de la convention BIH 97 (évaluation et développement du rapport final) Gestion de la convention BIH 99 (gestion, évaluation et développement du rapport final)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport final d'évaluation du programme BIH 97</li> <li>• Exercice d'auto-évaluation tenu en SLO en mai</li> <li>• Livre blanc sur la réforme de la formation professionnelle en Bosnie-Herzégovine en 1999</li> </ul>	---*
a30	ALB, BiH, BG CRO, FYR, Kosovo, FRY, RO	Gestion du projet Ecosoc pour le développement d'un partenariat social dans les pays bénéficiaires du Pacte de stabilité. Ce projet fait partie des programmes «Démarrage rapide du Pacte de stabilité» financés par une convention de la Commission européenne.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention de la Commission</li> <li>• Activité lancée en juillet</li> <li>• Visite d'étude en Italie en septembre 2001</li> </ul>	---*
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>110.000</b>
<b>2. Assistance de la Fondation européenne pour la formation à la Commission (3100)</b>				
a31	ALB, BiH, CRO, FYR, Kosovo, FRY	Rapports d'étude annuels relatifs au marché du travail et à la politique de formation professionnelle. Inclure l'évaluation de l'état d'avancement du processus de réforme; évaluation de l'impact de programmes UE ciblés et d'autres programmes de donateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'équipes d'étude de stratégie</li> <li>• Réalisation de rapports pour ALB, BiH, BG, HRV, FYR, FRY-Monténégro, Kosovo, RO, FRY-Serbie</li> <li>• Préparation et discussion d'une étude transnationale</li> </ul>	p.m.
a32	BiH, CRO, Kosovo, FRY	Préparation d'une documentation indicative relative à la planification de la réforme de la formation professionnelle et du marché du travail afin de contribuer à la définition de programmes UE pour le financement dans le cadre de CARDS. Dès le lancement du (des) programme(s), la Fondation suivra leur état d'avancement en vue d'évaluer leur impact sur le cadre de la politique nationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en oeuvre des projets de réforme de la formation professionnelle en BiH, HRV, FYR et en FRY-Serbie. Préparation du projet de réforme de la formation professionnelle en FRY-Monténégro</li> <li>• Participation aux éléments de développement des compétences dans les programmes de la Commission relatifs au développement des sociétés en HRV, au Kosovo et en FRY-Serbie</li> </ul>	p.m.
A33	ALB, FYR	Analyse des besoins sectoriels en formation professionnelle en Albanie et FYR débouchant sur une documentation de planification indicative définissant l'élément formation professionnelle et formation à la gestion dans le contexte plus large des programmes européens de réforme sectorielle	ANNULÉ	20.000
A34	CRO	Suite à l'analyse des besoins 2000, préparation d'une documentation de planification indicative pour des éléments des programmes d'assistance sectoriels financés par l'UE relatifs à la réforme de la formation et/ou à la formation professionnelle	Voir A35 HRV	10.000

A35	ALB, CRO, Kosovo FRY	Programmes de développement de personnel pour décideurs clés dans le domaine de la formation professionnelle et du marché du travail à préparer pour les programmes UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ALB: assistance au Livre blanc sur la formation professionnelle; visite d'étude en Italie et en BG</li> <li>• FRY-Monténégro: séminaire pour acteurs locaux en collaboration avec les Observatoires et le ministère de l'Éducation</li> <li>• Kosovo: réalisation de collecte, d'analyse et de rapports d'information sur le marché du travail en faveur des acteurs locaux</li> <li>• HRV: formation de 3 groupes de travail; table ronde sur l'intégration du travail et de l'apprentissage; séminaire relatif à l'évaluation du secteur de la formation professionnelle; séminaire sur la politique de la formation professionnelle en HRV-SLO</li> <li>• Serbie: table ronde à Belgrade; séminaires avec le ministère de l'Éducation et le ministère du Travail</li> </ul>	200.000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>230.000</b>
<b>3. Collecte et analyse d'informations (3110)</b>				
A36	ALB, BiH, CRO, FYR, Kosovo, FRY	Développement d'Observatoires et assistance technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Premier avant-projet de rapports sur la formation professionnelle</li> <li>• Réunion des Observatoires à Turin; accord sur la présentation de rapports trimestriels</li> <li>• Élaboration de mécanismes de financement basés sur les résultats pour les Observatoires</li> </ul>	273.000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>273.000</b>

4. Activités de développement (3120)				
A37	Tous les pays partenaires	Élaboration d'une stratégie d'analyse de secteur pour identifier les tendances au niveau de la politique et des programmes relatifs au marché du travail et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunions entre départements relatives à la stratégie d'analyse de secteur</li> <li>• Séminaire de la Fondation sur «L'analyse de secteur en matière d'emploi et de formation»</li> <li>• Identification du cadre et des priorités régionales pour les pays du SEE</li> </ul>	20.000
		Liaison avec les services de la Commission, d'autres agences de l'UE, l'OCDE, l'OIT et la Banque mondiale pour l'élaboration de méthodologies et d'indicateurs d'évaluation, de contrôle et de références des politiques relatives au marché du travail et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation au séminaire de la Fondation sur «L'analyse de secteur en matière d'emploi et de formation» avec la BM, l'OCDE, l'OIT et des représentants de la CE</li> </ul>	
		Développement d'approches et de lignes directrices méthodologiques communes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Séminaire sur l'élaboration d'une approche d'examen de l'évaluation du système de formation professionnelle</li> </ul>	
		Promotion de l'application de méthodologies de contrôle relatives au marché du travail et à la formation professionnelle dans les pays partenaires en vue d'améliorer les systèmes de reportage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports d'évaluation sur la formation professionnelle et le marché du travail servant de base à l'étude de l'OCDE</li> <li>• Rapports nationaux par les Observatoires sur la formation professionnelle</li> <li>• Rapports trimestriels en cours relatifs à des questions en matière de formation professionnelle et de marché du travail</li> </ul>	
		Assistance aux pays partenaires, sur demande, à l'élaboration de méthodologies de contrôle		
A38	ALB, BiH, BG, CRO, FYR, Kosovo, FRY, RO, SLO	Développement d'activités de conseil pour entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation et conseils avec des services de développement des entreprises</li> <li>• Plan opérationnel HRV pour la formation dans les PME.</li> </ul>	60.000



A39	Balkans occidentaux	Inclusion sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conférence internationale en HRV sur «le développement de partenariats pour la formation et l'emploi des jeunes»</li> </ul>	40.000
		Diffusion de microprojets sur le «développement de partenariats locaux pour la formation et l'emploi des jeunes»		
		Promotion de l'importance de partenariats pour la formation et l'emploi au niveau local pour les pays des Balkans occidentaux		
A40	Tous les pays partenaires	Formation professionnelle continue (FPC). Suite aux activités des PT 1999 et 2000 pour supporter principalement a) la collecte et l'analyse d'informations et b) la conception de cadres politiques et de textes législatifs en matière de formation professionnelle continue	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secondes études sur la formation professionnelle continue dans les pays candidats</li> <li>• Conférence en Estonie en mars</li> <li>• Article sur «l'intégration de l'apprentissage tout au long de la vie dans les plans DRH»</li> <li>• Publication de la Fondation «Creating a framework for continuing VT in a LLL context» («Créer un cadre pour la formation professionnelle continue dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie»)</li> </ul>	20.000
<b>SOUS- TOTAL</b>				<b>140.000</b>
<b>TOTAL</b>				<b>753.000</b>

<b>Région méditerranéenne– Réalisations en 2001</b>				
	<b>PAYS/PARTENAIRES</b>	<b>ACTIVITÉS</b>	<b>RÉSULTATS</b>	<b>BUDGET 2001 (ETF)</b>
<b>1. Initiatives obligatoires (3100)</b>				
A41	Tous les pays	Réseau régional Euro-med de spécialistes en formation professionnelle (Réunion régionale du Collège consultatif)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion à Rabat, Maroc, juin 2001</li> </ul>	43.681,74
<b>SOUS-TOTAL</b>				43.681,74
<b>2. Assistance de la Fondation européenne pour la formation à la Commission (3100)</b>				
A 43	Tous les pays	<i>Assistance à l'élaboration de stratégies et de méthodologies:</i> Préparation de lignes directrices pour l'élaboration de programmes d'assistance dans le secteur de la formation professionnelle (achèvement des actions du PT 2000)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lignes directrices présentées à la DGRELEX</li> </ul>	aucun
A 45	Tous les pays	<i>Identification/faisabilité:</i> Assistance aux services de la Commission pour la conception d'un projet régional sur la formation à l'emploi (poursuite des actions du PT 2000)	<p>À la demande de la Commission:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article conceptuel pour la DGRELEX relatif au programme régional sur la «formation à l'emploi»</li> </ul>	aucun
A48	DZ	<i>Identification/ faisabilité:</i> Assistance aux services de la Commission pour l'identification de projets dans le cadre du projet MEDA de réforme de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance sous forme d'expertise à Europe Aid pour l'identification et la faisabilité du projet financé par MEDA relatif à la réforme de la formation professionnelle en DZ</li> <li>• Achèvement du programme d'activités 2000</li> </ul>	14.000
A50	EG	<i>Identification/ faisabilité:</i> Assistance aux services de la Commission pour l'identification de projets dans le cadre du projet MEDA de réforme de la formation professionnelle (activité modifiée)	<p>À la demande de la Commission:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• expertise fournie à Europe Aid pour le projet financé par MEDA relatif à la réforme de la formation professionnelle en EG</li> <li>• Première partie des missions et rapport d'identification</li> </ul>	217.654,86
A58	MA	<i>Identification/ faisabilité:</i> Assistance aux services de la Commission pour l'identification de projets dans le cadre du projet MEDA de réforme de la formation professionnelle (nouvelle activité)	<p>À la demande de la Commission:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture d'expertise à Europe Aid pour le projet financé par MEDA relatif à la réforme de la formation professionnelle au MA</li> <li>• Première partie des missions et rapport d'identification</li> </ul>	72.556

A51	JO	<i>Renforcement des capacités des pays partenaires:</i> Assistance au Fonds pour le développement et l'emploi (FDE) en Jordanie (nouvelle activité)	À la demande de la Commission: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités du département de formation au FDE dans le cadre du projet de développement social en JO financé par MEDA</li> <li>• Fourniture d'expertise relative à la mise en oeuvre des activités de conseil et de formation pour PME</li> </ul>	72.500
A46	DZ	<i>Renforcement des capacités des pays partenaires:</i> Assistance technique <i>ad hoc</i> pour soutenir la réforme de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien d'expertise aux autorités DZ pour les mécanismes relatifs à la prévision d'informations et de besoins en matière de formation, de qualifications et d'emploi</li> <li>• Création d'un réseau des principaux acteurs et signature du protocole pour le travail collectif entre les ministères du Travail et de la Formation professionnelle</li> <li>• Renforcement des capacités et assistance sous forme d'expertise du ministère algérien pour la Formation professionnelle pour le nouveau «baccalauréat professionnel»</li> </ul>	68.345,91
A58	TN, DZ, MA	<i>Renforcement des capacités des pays partenaires:</i> Assistance à la réforme du système de formation professionnelle en Tunisie (Manforme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Second atelier de travail «Rencontres Manforme» relatif à la réforme du système tunisien pour la formation professionnelle avec des représentants de l'Algérie et du Maroc</li> </ul>	69.100
A55	SY	<i>Renforcement des capacités des pays partenaires:</i> Assistance à la réforme du système de formation professionnelle en Syrie. «Innovative practices in apprenticeship» («Pratiques d'apprentissage innovatrices»)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitution de l'équipe de gestion des projets</li> <li>• Validation de projets / missions initiales / achèvement et approbation des rapports par la SY , approbation par la Commission.</li> <li>• Visites d'étude (x 2) pour les autorités SY en Égypte et au Danemark</li> <li>• Séminaire de démarrage en août à Damas;</li> <li>• Tenue d'ateliers de travail en octobre relatifs à la formation des enseignants</li> </ul>	219.902,52
A56		<i>Renforcement des capacités des pays partenaires:</i> Assistance technique <i>ad hoc</i> pour soutenir la réforme de la formation professionnelle menée par le ministère syrien de l'Éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance sous forme d'expertise en matière de méthodologies pour le développement de cursus d'apprentissage</li> <li>• Définition de profils de travail pour quatre spécialités pilotes</li> </ul>	29.000
A57		<i>Rapport de synthèse relatif à la formation professionnelle et au marché du travail</i> Rapport national: un rapport de synthèse relatif à la formation professionnelle en Syrie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conclusions du rapport validées par les acteurs syriens</li> </ul>	20.300

A58B	MA	<i>Rapport de synthèse relatif à la formation professionnelle et au marché du travail</i> Rapport national: un rapport de synthèse relatif à la formation professionnelle au Maroc	• Rapport et recommandations	25.000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>735.859,29</b>
<b>3. Collecte et analyse d'informations (3110)</b>				
A59	JO, LB, EG, PS, IL, SY	Inventaire des capacités et des mécanismes locaux existants pour la prévision d'informations et de besoins en matière de formation, de qualifications et d'emploi (la fonction «Observatoire»)	• Rapports de partenariat relatifs aux fonctions des Observatoires dans les pays du Mashreq	114.500
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>114.500</b>
<b>4. Activités de développement (3120)</b>				
A60	Algérie, Maroc, Tunisie	Pratique innovatrice en matière de formation des enseignants et des formateurs	• Rapport et recommandations sur les pays du Maghreb	45.696,30
A63	Tous les pays	Formation à la gestion pour la croissance des PME	Achèvement du programme d'activités 2000 Publication et diffusion du rapport ETF sur la croissance des PME dans la Région méditerranéenne (exemples EG, JO et LB)	7.444
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>53.140,30</b>
<b>TOTAL</b>				<b>1.019.681,33</b>

Nouveaux États Indépendants et Mongolie – Réalisations en 2001				
	PAYS/PARTENAIRES	ACTIVITÉS	RÉSULTATS	BUDGET.2001 (ETF)
<b>1. Initiatives obligatoires (3100)</b>				
A64	Tous les pays	Réunion régionale du Collège consultatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réunion à Moscou en juin 2001. Conseils reçus du Collège</li> </ul>	60.000
A65	Transnational	Convention II Tacis: «Projets de jumelage des Observatoires nationaux» et séminaire international sur l'apprentissage tout au long de la vie en 2002	<ul style="list-style-type: none"> <li>4 projets de jumelage avec consortiums d'Observatoires Phare/Tacis et partenaires de l'UE</li> </ul>	(Tacis.350.000)
A66		Coordination et sélection du programme relatif aux besoins du marché du travail et au développement des compétences	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication et nouveau projet sur la gestion et la politique de formation professionnelle en RF, UZB, KAZ, BR</li> <li>Séminaire sur les conseils stratégiques en matière de prévisions relatives au marché du travail</li> <li>Seconde phase des projets «Compétences clés» et «Partenariat social» lancés au Kazakhstan</li> <li>Lancement du projet relatif aux compétences fondées sur l'évaluation s</li> </ul>	286.810
A67	KYR, KAZ, UKR	Phase II du renforcement du partenariat entre instituts de formation à la gestion et entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparation de plans de formation pour sociétés</li> </ul>	157.000
A68		Phase de coordination III de la formation pour le développement des entreprises (KYR, KAZ, UZB)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des représentants patronaux ont visité des organisations patronales au Royaume-Uni</li> <li>Tables rondes régulières dans les trois pays</li> <li>Poursuite de la formation dans les régions du Kirghizistan</li> </ul>	75.000
A69	RF	Phase II du projet pilote «Réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie»	<ul style="list-style-type: none"> <li>30 nouveau manuels, publications et collection d'ouvrages pédagogiques</li> <li>Foire relative aux ouvrages pédagogiques</li> <li>Séminaire SDP relatif au financement de la formation professionnelle comme outil de gestion</li> <li>Achèvement du travail sectoriel (cursus, cours, matériel de formation, etc.)</li> </ul>	150.000

A70		Diffusion du projet pilote pour le N-O de la Russie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception de la proposition de projet et accord avec les homologues russes et 6 donateurs européens</li> </ul>	p.m.
A71		Tacis DELPHI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelles publications relatives à la formation professionnelle, à la formation à la gestion et à l'apprentissage à distance</li> <li>• Diffusion des publications indiquées ci-dessus</li> <li>• Conférence finale et rapport final</li> </ul>	(Tacis.6.000.000)
A72		Programme de formation des cadres russes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture de conseils relatifs à l'importance de la formation</li> <li>• Participation aux séminaires Europa, aux conférences des anciens étudiants et aux Comités directeurs</li> </ul>	(Tacis)
A73	UKR	Projet pilote «Réforme de la formation professionnelle en Ukraine»	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Publication et diffusion de l'analyse relative au marché du travail en Ukraine</li> <li>• 3 séminaires de formation pour enseignants</li> <li>• Cours pour camionneurs internationaux</li> <li>• Partenariat autrichien pour la partie tourisme</li> </ul>	100.000
A74		Assistance au projet Bistro relatif à la coopération des donateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration de la demande et envoi à la délégation</li> </ul>	p.m.
A75	BR	BI9801 Mise en oeuvre de la «partie jumelage des institutions» du programme de développement de la société civile au Bélarus	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification de 10/11 modules pour le MBA</li> <li>• Création d'équipes d'experts et d'enseignants européens</li> <li>• Voyage d'étude en Italie</li> </ul>	(Tacis.1.200.000)
A76	KYR	Contrôle du projet Tacis «Établissement d'un fonds de formation»	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation du directeur de l'équipe d'experts au projet de jumelage Tacis «Identification des professions clés»</li> <li>• L'Observatoire national kirghize a participé à la préparation de la première étude sur l'emploi</li> </ul>	(Tacis.1.000.000)

A77	UZB	EDUZ9803 Assistance Tacis à la réforme de l'enseignement professionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 19 manuels ont été élaborés et utilisés dans des écoles pilotes</li> <li>• Des entreprises des régions pilotes ont été impliquées dans les écoles</li> <li>• Participation de la Fondation à la méthodologie officielle pour les normes</li> <li>• Fourniture d'un enseignement modulaire et les lycées illustrent les meilleures pratiques</li> </ul>	(Tacis.1.000.000)
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>828.810</b>
<b>2. Assistance de la Fondation européenne pour la formation à la Commission (3100)</b>				
A79	RF, UKR, MOL, UZB, KAZ, KYR	Assistance à la planification Tacis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouveaux cadres de référence pour le projet 2 de formation professionnelle</li> <li>• Production d'un cadre de référence pour Delphi 2</li> <li>• Cadre de référence pour le projet Kazakh de réforme de la formation professionnelle</li> <li>• Cadre de référence pour le projet «Développement des opportunités d'emploi en Ouzbékistan»</li> </ul>	p.m.
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>P.M.</b>
<b>3. Collecte et analyse d'informations (3110)</b>				
Tous les pays		Réunions des Observatoires nationaux Tacis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion du réseau des Observatoires nationaux Tacis à Turin, mars 2001</li> </ul>	55.000
		Publications des indicateurs clés et de l'analyse comparative	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur les indicateurs clés en cours.</li> <li>• 5 rapports de partenariat par les Observatoires Tacis (ARM, BR, MNG, RF, Nord-Ouest de la Russie).</li> </ul>	47.000
		Évaluation des Observatoires nationaux Tacis	Fin de l'Évaluation en septembre 2001	45.000
	RF, UKR, MOL, UZB, KAZ, KYR, ARM, BR, GEO, MNG	Coûts opérationnels des Observatoires nationaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en oeuvre par les Observatoires nationaux de leurs activités conformément à leurs plans de travail</li> <li>• Réalisation et discussion avec les gestionnaires de programme de la Fondation des 6 rapports de partenariat restants (GEO, KAZ, KYR, MOL, UKR, UZB).</li> </ul>	164.404
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>31104</b>

<b>4. Activités de développement (3120)</b>				
A81	Tous les pays	Diffusion et ODL	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de réalisation et de livraison</li> </ul>	25.000
A82		Assistance aux associations pour la formation à la gestion (RABE, CAMAN)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture à CAMAN de conseils d'expertise relatifs à la préparation de l'application de Bistro au système d'accréditation MBA au Kazakhstan</li> <li>Séminaire RABE tenu pour les cadres et les responsables de formation russes</li> </ul>	15.000
A83	RF, UKR	Esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation (projets pilotes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport initial; sélection des écoles pilotes</li> <li>Création d'une équipe d'agents pour le changement dans chaque école pilote</li> </ul>	125.000
A84	RF, UZB	Séminaire relatif à la coopération des donateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Séminaire en Ouzbékistan en octobre</li> </ul>	15.000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>180.000</b>
<b>TOTAL</b>				<b>1.321.214</b>



**ANNEXE 2 – Tableau des ressources budgétaires et non budgétaires**

**2001**

ACTIVITE	Personnel	RESSOURCES BUDGÉTAIRES en euros				RESSOURCES NON BUDGÉTAIRES en euros			
		Frais de personnel	Administration et infrastructure	Coûts opérationnels (missions comprises)	BUDGET TOTAL	Conventions	Tempus	Coopération des donateurs	TOTAL des ressources non-budgétaires
		(Titre 1)	(Titre 2)	(Titre3)	(Titre 1+2+3)				
Support administratif	28,0	1.945.091	1.407.750	25.050	3.377.891				
Support organisationnel	11,5	894.336		250.846	1.145.182				
Pays candidats	16,0	1.336.150		1.287.250	2.623.400		12.723.360	410.000	13.133.360
Balkans occidentaux	11,5	940.450		857.500	1.797.950	650.000	8.084.246	900.000	9.634.246
Tacis	14,5	1.169.950		1.198.154	2.368.104	4.450.000	30.682.792	701.200	35.833.992
MEDA	11,5	925.750		1.034.450	1.960.200				
Activités transversales	8,0	621.800		487.000	1.108.800				
Tempus	30,0	2.358.473		60.000	2.418.473				
<b>TOTAL</b>	131,0	10.192.000	1.407.750	5.200.250	16.800.000	5.100.000	51.490.398	2.011.200	58.601.598

### ANNEXE 3 - Tableau des conventions Phare et Tacis

PHARE	Ligne budgétaire de la Commission	N° de contrat Commission	Description	Total de l'aide non remboursable	Engagement total %	Échéance de l'engagement	Versement total	Versement total %	Échéance pour le versement	Prorogation pour audit et évaluation finaux	Gestion
	1. Projet Royaumont	B7-700/200/T	Promotion de la culture et pratique du dialogue social et civil	484.869,00	30,85%	30.06.2002	64.292,46	13,26%	31.12.2002	30.06.2003	Centralised
	2. BH-9904.01.01	99-0401	Programme de formation professionnelle	570.000,00	99,99%	30.04.2001	419.944,00	73,67%	30.04.2001	31.08.2002	Centralised
	3. MA-97.03	98-0026	Formation professionnelle intégrée en FYR	2.800.000,00	99,55%	31.12.1999	2.264.079,39	80,86%	31.12.2000	30.06.2001	Centralised
<b>Total 1</b>				<b>3,854,869,00</b>			<b>2,748,315,85</b>				

TACIS	Ligne budgétaire de la Commission	N° de contrat Commission	Description	Total de l'aide non remboursable	Engagement total %	Échéance de l'engagement	Versement total	Versement total %	Échéance pour le versement	Prorogation pour audit et évaluation finaux	Gestion
	4. DELPHI	98-0320	Développement de liens éducatifs et initiatives professionnelles et au niveau de l'enseignement supérieur	6.000.000,00	98,32%	31.12.2000	4.987.353,64	83,12%	31.12.2001		Centralised
	5. EDUZ 9803	99-0222	Assistance à la réforme de l'enseignement professionnel en Ouzbékistan	1.000.000,00	99,88%	06.10.2001	612.994,78	61,30%	30.06.2001		Centralised
	6. NOB's	00-0038	Observatoire national Tacis - Phase 2	350.000,00	100,00%	31.12.2001	170.166,00	48,62%	29.06.2002		Centralised
	7. BI9801	00-0281	Contrat de programme pour le développement de la société civile	1.250.000,00	100,00%	20.12.2001	301.765,00	24,14%	20.12.2002		Centralised
	8. Bistro	BIS/99/092/005	Aborder les besoins en formation des cadres dans le programme russe de formation des cadres	99.942,00	89,69%	24.03.2000	89.636,01	89,69%	24.12.1999		Centralised
<b>Total 2</b>				<b>8.699.942,00</b>			<b>6.161.915,43</b>				
<b>TOTAL 1 + 2</b>				<b>12.554.811,00</b>			<b>8.910.231,28</b>				

#### ANNEXE 4 - Tableau d'assistance technique au programme Tempus

Phare/CARDS	Référence Commission	Description	Date de signature	Total de l'aide non remboursable	Fin de la convention	Gestion
	Tempus II & III Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 2000	24/03/00	810 000,00	31.05.2001	Centralisée
	Tempus II & III CARDS (TA)	Assistance technique Tempus CARDS 2001	27/04/01	600 000,00	31.05.2002	Centralisée
	<b>Total 1 en cours</b>			<b>1 410 000,00</b>		

Phare	Référence Commission	Description	Date de signature	Total de l'aide non remboursable	Fin de la convention	Gestion
	Tempus II Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 97	22/01/97	930 000,00	31.05.1998	Centralisée
	Tempus II Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 98	31/03/98	930 000,00	31.05.1999	Centralisée
	Tempus II Phare (TA)	Assistance technique Tempus Phare 99	16/03/99	850 000,00	31.05.2000	Centralisée
	<b>Total 2 passé</b>			<b>2 710 000,00</b>		

Takis	Référence Commission	Description	Date de signature	Total de l'aide non remboursable	Fin de la convention	Gestion
	Tempus II & III Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 2000	24/03/00	675 000,00	31.05.2001	Centralisée
	Tempus II & III Tacis (TA)	Assistance technique Tempus Tacis 2001	27/04/01	675 000,00	31.05.2002	Centralisée
	<b>Total 3 en cours</b>			<b>1 350 000,00</b>		

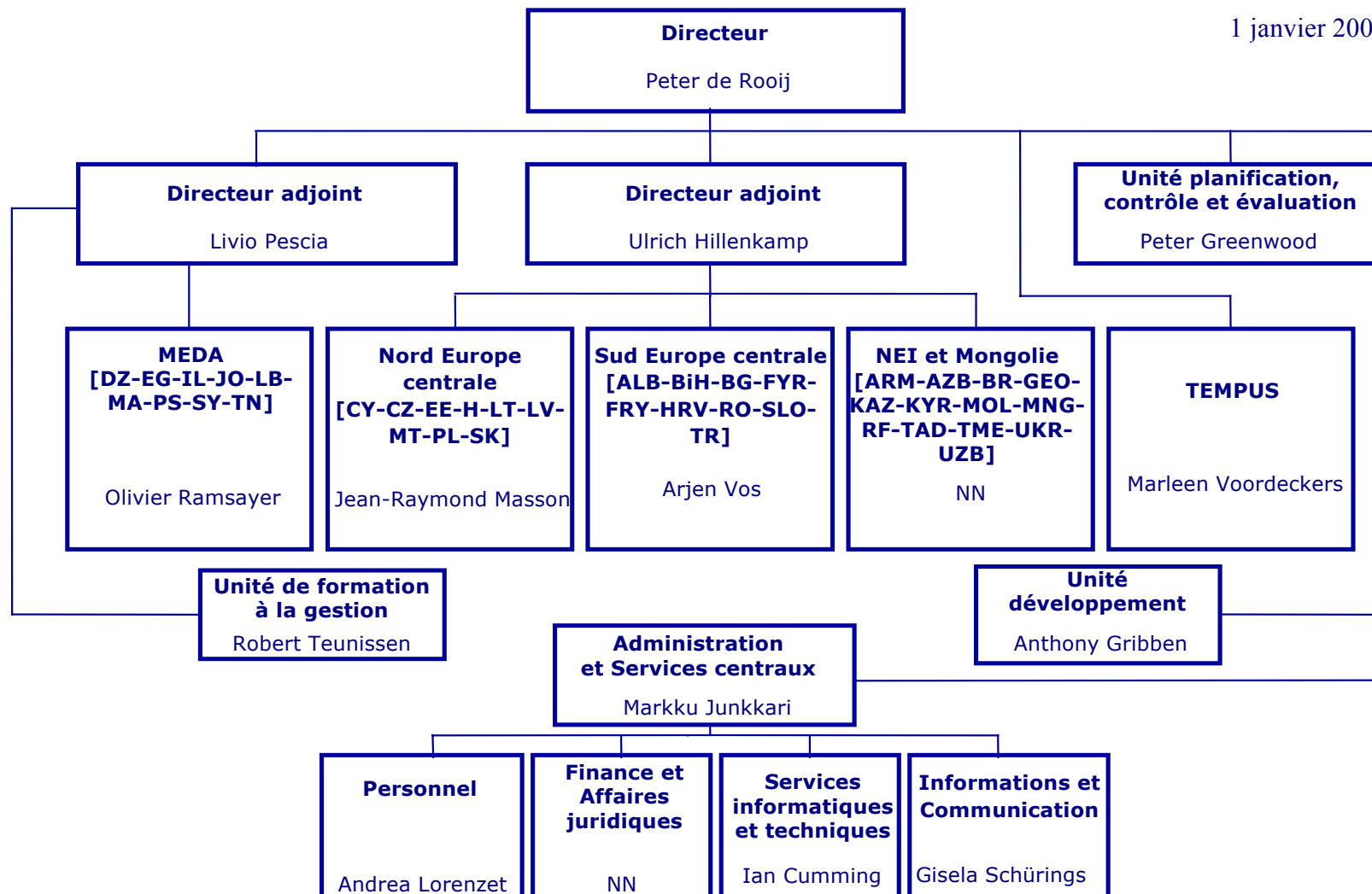
	Référence Commission	Description	Date de signature	Total de l'aide non remboursable	Fin de la convention	Gestion
Takis	WW 94.03/02.02/B003 (Compte clôturé)	Information, diffusion, contrôle	10/11/95	577 000,00	10.11.1997	Centralisée
	Tempus II Takis (TA) (Compte clôturé)	Assistance technique Tempus Takis 97	22/01/97	624 360,00	31.12.1997	Centralisée
	Tempus II Takis (TA) (Compte clôturé)	Assistance technique Tempus Takis 98	31/03/98	675 000,00	31.03.1999	Centralisée
	Tempus II Takis (TA)	Assistance technique Tempus Takis 99	14/01/99	675 000,00	31.05.2000	Centralisée
	<b>Total 4 passé</b>			<b>2 551 360,00</b>		

**TOTAL GENERAL 1+2+3+4**

**8 021 360,00**

## ANNEXE 5 – Organigramme

1 janvier 2002



## **ANNEXE 6 – Membres du Conseil de direction de la Fondation**

<b>Commission européenne</b>	M. Nikolaus VAN DER PAS
<b>Président</b>	Directeur Général pour l'Éducation et la Culture Commission européenne
<b>Commission européenne</b>	M <sup>me</sup> Catherine DAY
<b>Membre</b>	Directrice générale adjointe pour les Relations extérieures Commission européenne
<b>Commission européenne</b>	M. Matthias RUETE
<b>Membre</b>	DG Élargissement Commission européenne
<b>Autriche</b>	M. Karl WIECZOREK
<b>Membre</b>	Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit <i>(ministère fédéral de l'Économie et du Travail)</i>
<b>Autriche</b>	D <sup>r</sup> Gottfried TAUCHNER
<b>Suppléant</b>	Directeur de la Direction générale pour l'Enseignement et la formation techniques et professionnels Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Kultur <i>(ministère fédéral de la Formation, de la Science et de la Culture)</i>
<b>Belgique</b>	M <sup>me</sup> Micheline SCHEYS
<b>Membre</b>	Afdelingshoofd Beleidscoördinatie Departement Onderwijs <i>(Chef du département Coordination politique section Enseignement)</i> Ministerie van Onderwijs en Vorming van de Vlaamse Regering <i>(ministère de l'Enseignement et de la formation du gouvernement flamand)</i>
<b>Danemark</b>	M <sup>me</sup> Merete PEDERSEN
<b>Suppléant</b>	Conseillère principale, Département Formation professionnelle Ministère de l'Éducation – Undervisningsministeriet
<b>Finlande</b>	M. Timo LANKINEN
<b>Membre</b>	Conseiller gouvernemental – Directeur pour la formation professionnelle Ministère de l'Éducation
<b>Finlande</b>	M. Ossi V. LINDQVIST
<b>Suppléant</b>	Kuopion yliopisto Université de Kuopio

<b>France</b> <b>Membre</b>	M. Jacques MAIRE Délégué aux Affaires européennes et internationales Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
<b>France</b> <b>Suppléant</b>	M. Jacques MAZERAN Chargé de mission à la DRIC Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie
<b>Allemagne</b> <b>Membre</b>	M. Peter THIELE Regierungsdirektor - Übergreifende Fragen der EU; Bildungspolitische Zusammenarbeit <i>(secrétaire principal – Questions à caractère supranational concernant l'UE; coopération en matière de formation)</i> Bundesministerium für Bildung und Forschung (BMBF) <i>(ministère fédéral pour la Formation et la Recherche)</i>
<b>Allemagne</b> <b>Suppléant</b>	M. Georg SELETZKY Gruppenleiter Berufsbildung ( <i>chef de section Formation professionnelle</i> ) Ministerium für Schule und Weiterbildung, Wissenschaft und Forschung <i>(ministère de l'Éducation et de la Formation continue, de la Science et de la Recherche)</i>
<b>Grèce</b> <b>Membre</b>	M. Panagiotis MAISTROS Président Organisation pour la Formation professionnelle (OEEK)
<b>Grèce</b> <b>Suppléant</b>	M. Haralambos LOUKISSAS Directeur du Département des Affaires européennes et internationales Organisation pour la Formation professionnelle (OEEK)
<b>Italie</b> <b>Membre</b>	M. Uberto VANNI D'ARCHIRAFI Capo dell'Ufficio VI ( <i>Chef du Bureau VI</i> ) Direzione generale per i paesi dell'Europa ( <i>Direction générale pour les pays de l'Europe</i> ) Ministero degli Affari Esteri <i>(ministère des Affaires Étrangères)</i>
<b>Irlande</b> <b>Membre</b>	M. Eugene FORDE Administrateur général Division Développement de la main-d'oeuvre Département des Entreprises, du Commerce et de l'Emploi

<b>Irlande</b>	M. Thomas MURRAY
<b>Suppléant</b>	Administrateur général adjoint Division Développement de la main-d'oeuvre Département des Entreprises, du Commerce et de l'Emploi
<b>Luxembourg</b>	Prof. Gilbert ENGEL
<b>Membre</b>	Professeur-ingénieur Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
<b>Luxembourg</b>	M <sup>me</sup> Edith STEIN
<b>Suppléant</b>	Attachée économique Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg
<b>Pays-Bas</b>	M. Arie IJZERMAN
<b>Membre</b>	Directeur de la politique internationale Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschappen ( <i>ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences</i> )
<b>Pays-Bas</b>	M. Erik Marco VAN BOSTELEN
<b>Suppléant</b>	Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschappen ( <i>ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences</i> ) Europaweg 4
<b>Portugal</b>	M. José Joaquim LEITÃO
<b>Membre</b>	Departamento de Formação Profissional ( <i>Département Formation professionnelle</i> ) Instituto do Emprego e Formação Profissional (IEFP)
<b>Portugal</b>	M. Francisco CANEIRA MADELINO
<b>Suppléant</b>	Instituto do Emprego e Formação Profissional (IEFP)
<b>Espagne</b>	M <sup>me</sup> María José MUNIOZGUREN LAZCANO
<b>Membre</b>	Consejera Técnica de la Subdirección General de Formación Profesional ( <i>conseillère technique du sous-directeur responsable pour la formation professionnelle</i> ) Ministerio de Educación Cultura y Deporte
<b>Espagne</b>	M <sup>me</sup> Rosario MARTÍN HERRANZ
<b>Suppléant</b>	Jefe del Servicio de Metodología y Evaluación ( <i>chef du Service de Méthodologie et d'Évaluation</i> ) Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales ( <i>ministère du Travail et des Affaires sociales</i> )



<b>Suède</b>	M. Dan FAGERLUND
<b>Membre</b>	Conseiller principal Agence nationale de l'Éducation  Ministère de l'Éducation et de la Science
<b>Suède</b>	M. Johan LINDELL
<b>Suppléant</b>	Ministère de l'Éducation et de la Science
<b>Royaume-Uni</b>	M <sup>me</sup> Franki ORD
<b>Membre</b>	Chef de la politique UE de la formation Division pour l'Union européenne – Département pour l'Éducation et l'Emploi
<b>Royaume-Uni</b>	M <sup>me</sup> Melanie SPEIGHT
<b>Suppléant</b>	Coordinatrice UE Département Europe centrale et du Sud-Est Département pour le Développement international

## ANNEXE 7 - Tableau des événements de la Fondation en 2001

Date	Évènement	Lieu	Organisateur
<b>JANVIER</b>			
14-16	Séminaire régional sur la formation des compétences	Turin, Italie	ETF
22-23	Réseau d'information documentaire	Thessalonique, Grèce	CEDEFOP
<b>FÉVRIER</b>			
1	Réunion avec la Banque mondiale	Turin, Italie	ETF/BM SNA
2-3	Transition post-communiste dix ans plus tard. Défis et résultats pour l'Europe et le rôle de la CEI	Forlì, Italie	Ministère italien des Affaires étrangères
5-7	Séminaire sur l'analyse sectorielle	Turin, Italie	ETF
<b>MARS</b>			
5	Séminaire de diffusion sur la formation à l'esprit d'entreprise destinée à promouvoir le développement des PME - Enseignements tirés de l'évolution en Europe centrale et orientale	Sofia, Bulgarie	ETF
13	Séminaire de diffusion sur la formation à l'esprit d'entreprise destinée à promouvoir le développement des PME – Enseignements tirés de l'évolution en Europe centrale et orientale	Kaunas, Lituanie	ETF
19	Réunion des coordinateurs nationaux des pays candidats, pour le processus de consultation sur le protocole relatif à l'apprentissage tout au long de la vie	Bruxelles, Belgique	ETF
21-23	Apprentissage tout au long de la vie pour adultes	Eskilstuna, Suède	Ministère de l'Éducation et de la Science
27	Table ronde ITA	Zagreb, Croatie	ETF
27-30	Réunion annuelle des Observatoires nationaux Tacis + Unités de coordination	Turin, Italie	ETF
<b>AVRIL</b>			
2-6	Évaluer les besoins en formation à la gestion en Europe centrale et orientale	Kaunas, Lituanie	CEEMAN/ ETF
2-6	Évaluer les besoins en formation à la gestion en Europe centrale et orientale	Riga, Lettonie	CEEMAN/ ETF
3	Projet Scénario ETF/CEDEFOP – séminaire national	Londres, UK	CEDEFOP/ ETF
4-7	Réunion annuelle des Observatoires nationaux – Pays candidats	Turin, Italie	ETF
4-6	Réunion annuelle des Observatoires nationaux dans le SEE	Turin, Italie	ETF
5	Projet Scénario ETF/CEDEFOP – séminaire national	Prague, République tchèque	CEDEFOP/ ETF
7-8	Pratiques novatrices en matière de normes pour la formation professionnelle	Turin, Italie	ETF
19	Projet Scénario ETF/CEDEFOP – séminaire national	Varsovie, Pologne	CEDEFOP/ ETF
23-25	Apprentissage tout au long de la vie et dialogue social	Malmö, Suède	ETF
23-25	Séminaire régional Tempus sur la coopération régionale et la mise en réseau	Tirana, Albanie	ETF
24	Projet Scénario ETF/CEDEFOP – séminaire national	Bonn, Allemagne	CEDEFOP/ ETF

Date	Évènement	Lieu	Organisateur
24	Projet Scénario ETF/CEDEFOP – séminaire national	Ljubljana, Slovénie	CEDEFOP/ETF
<b>MAI</b>			
14-16	FORUM 2001: Développement durable dans la nouvelle économie	Paris, France	OCDE
21	Formation interne sur les normes relatives à la formation professionnelle	Turin, Italie	ETF
28-31	Conférence de clôture du Bureau national Tempus	Hongrie	ETF
<b>JUIN</b>			
12-13	Réunion du Conseil de direction	Turin, Italie	ETF
17-19	Conférence finale ITA	Portoroz, Slovénie	ETF
20-21	Séminaire sur la politique de la formation professionnelle	Opatija, Croatie	ETF
28-29	Groupe de travail des coordinateurs DRH	Turin, Italie	ETF
28-29	Réunion régionale du Conseil consultatif MEDA	Maroc	ETF
28-30	«Cinquième conférence européenne des ministres de l'Éducation des Etats membres de l'Union européenne et des pays candidats»	Riga, Lettonie	ETF
29	Conférence de clôture du Bureau national Tempus	République tchèque	BNT
<b>SEPTEMBRE</b>			
10-11	Conférence de clôture du Bureau national Tempus	Slovaquie	BNT
11	Séminaire de diffusion sur la "Methodologie pour l'identification des compétences et professions clés futures" 20 <sup>e</sup> réunion régionale sur la réforme de la formation professionnelle en Asie centrale et dans le Caucase, dans le cadre du projet de la GTZ (Observatoires nationaux et membres du Conseil consultatif impliqués)	Bishkek, Kirghizstan	Observatoires nationaux du Kirghizstan et d'Ouzbékistan, Institut européen pour l'Éducation et la politique sociale à Paris, ALD
13-15	Réunion régionale du groupe d'adhésion du Collège consultatif	Nicosie, Chypre	ETF
17-18	Conférence de clôture du Bureau national Tempus	Riga, Lettonie	BNT
18-19	Séminaire Phare de planning de la formation professionnelle pour des conférences de diffusion	Sarajevo, BIH	Bureau Phare pour la formation professionnelle
18-25	Visite de délégations de Finlande et de Lettonie dans le cadre du projet « <i>Developing Strategies for Knowledge Management</i> » («Développer des stratégies pour la gestion du savoir»)	Tbilssi, Géorgie	Conseil national pour l'Éducation finlandais, Observatoire national de Géorgie, ETF
19	Phase 2 du projet d'étude ETF/CEEMAN « <i>Assessing management training needs in CEE</i> » («Évaluer les besoins en formation à la gestion en Europe centrale et orientale»)	Budapest, Hongrie	École de commerce internationale
21	Phase 2 du projet d'étude ETF/CEEMAN « <i>Assessing management training needs in CEE</i> » («Évaluer les besoins en formation à la gestion en Europe centrale et orientale»)	Kiev, Ukraine	Institut de gestion international
24-25	Séminaire sur la politique de la formation professionnelle	Belgrade, République fédérale de Yougoslavie	ETF

Date	Évènement	Lieu	Organisateur
24-30	Visite d'étude des délégations mongoles et kirghizes dans le cadre du projet « <i>Anticipation of skills Needs at regional level</i> » («Anticiper les besoins en compétences au niveau régional»)	Prague, République tchèque	Observatoires nationaux de la République tchèque, Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation (OREF), Observatoires nationaux du Kirghizstan et de la Mongolie, ETF
24-30	Visite d'étude des délégations mongoles et kirghizes dans le cadre du projet « <i>Anticipation of skills Needs at regional level</i> » («Anticiper les besoins en compétences au niveau régional»)	Dijon, France	Observatoires nationaux de la République tchèque, Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation (OREF), Observatoires nationaux du Kirghizstan et de la Mongolie, ETF
27	La réforme de la formation professionnelle	Paris, France	Centre Info
27-28	Conférence de clôture du Bureau national Tempus	Sofia, Bulgarie	BNT
27-29	Séminaire sur la législation relative à l'enseignement pour les pays du SEE	Bled, Slovénie	Centre d'études sur la politique de l'enseignement, Université de Ljubljana, Programmes ouverts sur l'éducation de la société - Europe du Sud-Est (POES-SEE)
<b>OCTOBRE</b>			
30 sept. - 7 oct.	Visite d'étude de la délégation kirghize à des organisations patronales dans le cadre du projet « <i>Training for Enterprise Development</i> » («Formation pour le développement des entreprises»)	Royaume-Uni	Équipe kirghize du projet «Training for Enterprise Development» («Formation pour le développement des entreprises»)
1-2	Conférence sur les scénarios et les stratégies	Tallinn, Estonie	ETF/CEDEFOP/Observatoires nationaux estoniens
4-5	Cours de formation « <i>Evaluating the impact of investments in HRD</i> » («Évaluation de l'impact des investissements en DRH»)	Turin, Italie	ETF
5-19	Réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie; visite d'étude en France – conseils régionaux sur la formation professionnelle, conseils consultatifs auxiliaires	France	Afpa, bureau pour le projet de réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie
8-12	Réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie; Visite d'étude en Finlande – Conseils de direction dans les écoles	Finlande	Aike International, NBE
1-10	Visite d'étude sur le renforcement du personnel par des acteurs clés albanais de la formation professionnelle	Bulgarie et Grèce	Observatoires nationaux albanais
11	Réunion Tempus PNF/PIT	Bruxelles	CE/ETF
12	Visite de l'ETF par Mme Viviane Reding, commissaire de la DG Éducation et Culture	Turin, Italie	ETF

Date	Évènement	Lieu	Organisateur
15	Séminaire sur la réforme de la formation professionnelle en Ukraine	Kiev	Observatoires nationaux en Ukraine, ETF
16	Comité directeur «Réforme de la formation professionnelle en Ukraine»	Kiev	Observatoires nationaux en Ukraine, ETF
15-16	Réunion sur les monographies avec des experts polonais	Turin, Italie	ETF
16	Visite de l'équipe internationale du projet Leonardo	Turin, Italie	ETF
16	Pratiques innovatrices pour la formation des formateurs de la Formation professionnelle	Turin, Italie	ETF
19	Conférence de clôture du Bureau national Tempus	Bucarest, Roumanie	BNT
21-23	Session de formation pour enseignants	Damas, Syrie	ETF
22	Présentation par Igor FILATOTCHEV des résultats de l'évaluation des observatoires Tacis	Turin, Italie	ETF
25-27	2 <sup>e</sup> Journée Manform	Tunis, Tunisie	ETF/ministère pour la formation professionnelle
26	Réunion de démarrage; Politique et gestion en matière de formation professionnelle	St.Petersbourg, Fédération de Russie	Observatoire régional, TKU
26-27	Conférence nationale sur le travail et l'emploi	Zagreb, Croatie	Intercon Zagreb
30	Coopération des donateurs	Tashkent, Ouzbékistan	Observatoires nationaux en Ouzbékistan, ETF
30 oct. - 9 nov.	Visite de la délégation finlandaise dans le cadre du projet «Developing Strategies for Knowledge Management» («Développer des stratégies pour la gestion du savoir»)	Tbilisi, Géorgie	Conseil national pour l'Éducation finlandais, Observatoires nationaux de Géorgie, ETF
<b>NOVEMBRE</b>			
30 oct. - 9 nov.	Visite de la délégation finlandaise dans le cadre du projet « <i>Developing Strategies for Knowledge Management</i> » («Développer des stratégies pour la gestion du savoir»)	Tbilisi, Géorgie	Conseil national pour l'Éducation finlandais, Observatoires nationaux de Géorgie, ETF
30 oct. - 9 nov.	Visite de la délégation finlandaise dans le cadre du projet « <i>Developing Strategies for Knowledge Management</i> » («Développer des stratégies pour la gestion du savoir»)	Tbilissi, Géorgie	Conseil national pour l'Éducation finlandais, Observatoires nationaux de Géorgie, ETF
5	Atelier de planification, développement de la «fonction Observatoire» en Algérie	Alger, Algérie	ETF
5-7	Réunion sur les monographies avec des experts	Malte	ETF, GMA
5-12	Formation des assistants des Observatoires nationaux sur le cycle de gestion des projets	Almaty, Kazakhstan	Observatoires nationaux du Kazakhstan, ETF

Date	Évènement	Lieu	Organisateur
12-14	Seconde réunion annuelle des dirigeants d'équipe des observatoires nationaux	Almaty, Kazakhstan	Observatoires nationaux du Kazakhstan, ETF
13	Réunion du Conseil de direction	Turin, Italie	ETF
14-16	Séminaire INF/TAIEX	Lodz, Pologne	TAIEX
14-16	Atelier de travail relatif à la gestion de la formation professionnelle – comment utiliser le financement comme outil de gestion	St.Pétersbourg, Fédération de Russie	Bureau pour le projet de réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie, ETF
15-17	Formation sur l'identification de nouvelles professions clés	Bishkek, Kirghizstan (Ouzbékistan également impliqué)	Observatoires nationaux kirghizes et d'Ouzbékistan, Institut européen pour l'Éducation et la politique sociale à Paris, ETF
16	Réunion finale de l'assistance au programme Tacis à la réforme de la formation professionnelle	Tachkent, Ouzbékistan	FASS
16	Session de formation interne sur les statistiques	Turin, Italie	ETF
21-22	Réunion des observatoires nationaux des pays candidats	Turin, Italie	ETF
21-23-24	Réunion des observatoires nationaux de la Cisjordanie	Turin, Italie	ETF
23-24	Planning DRH: réunion régionale relative à l'étude sur les compétences	Turin, Italie	ETF
26-27	Réunion suivante de Forum européen pour la qualité de la formation professionnelle	Bruxelles, Belgique	CEDEFOP, PGR, FPA
26-27	Réunion d'experts « <i>Assessing the area of adult education in central and eastern European countries</i> » («Évaluer le domaine de l'enseignement pour adultes dans les pays d'Europe centrale et orientale»)	Turin, Italie	ETF
30	Conférence régionale sur la diffusion de microprojets relatifs à la formation professionnelle contre l'exclusion sociale	Croatie	Observatoires nationaux de Croatie
30	Brainstorming « <i>Skills Development for Enterprise</i> » («Développement des compétences pour l'entreprise»)	Turin, Italie	ETF
<b>DÉCEMBRE</b>			
13-14	Réunion relative à la monographie nationale – Hongrie	Turin, Italie	ETF
17-18	Réunion relative à la monographie nationale – Malte	Turin, Italie	ETF
5	Réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie; salon sur les supports didactiques	St.Péters-bourg, Fédération de Russie	Bureau pour le projet de réforme de la formation professionnelle dans le N-O de la Russie, ETF
5	Réunion du comité Tempus	Bruxelles, Belgique	CE

### ANNEXE 8 - Table of the Foundation's publications during 2001

Publication	Langue	Pays (si d'application)
Rapport annuel 2000	DA DE EN ES FI FR GR IT NL PT SV	
Programme de travail 2001-2003	DE EN FR IT RU	
A comparative review of vocational education & training and labour market developments in South Eastern Europe ( <i>«Une étude comparative des développements de la formation professionnelle et du marché du travail en Europe du Sud-Est»</i> )	EN	
Assessing management training needs in Central and Eastern Europe – Ceeman ( <i>«Évaluer les besoins en formation à la gestion en Europe centrale et orientale - CEEMAN »</i> )	EN	Hongrie, Lettonie, Lituanie, Ukraine, transnational
Creating a framework for continuing vocational training in a lifelong context ( <i>«Créer un cadre pour la formation professionnelle continue dans un contexte à vie »</i> )	EN	
Current practices across Europe to assist in the inclusion of Roma / gipsy population through education and training and employment opportunities ( <i>«Pratiques actuelles en Europe pour aider l'insertion de la population Rom / tsigane au moyen de possibilités d'enseignement, de formation et d'emploi»</i> )	EN	
Entrepreneurship in education and training ( <i>«L'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation»</i> )	EN RU	
Entrepreneurship in education and training leaflet ( <i>«Brochure sur l'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation»</i> )	EN RU	
Factsheets SEE (Fiches SEE)	EN	Albanie, Slovénie, Monténégro, Croatie
How to carry out qualitative labour market assessments ( <i>«Comment réaliser des évaluations qualitatives du marché du travail»</i> )	EN RU	
National observatory country reports (Candidate countries, Western Balkans as well as the New Independent States and Mongolia) ( <i>«Rapports nationaux des Observatoires nationaux (pays candidats, Balkans occidentaux ainsi que les Nouveaux États Indépendants et la Mongolie»</i> )	EN	FYR, Croatie, Monténégro, Bosnie
National reports Meda (Rapports nationaux Meda)	FR/EN	Algérie, Libye, Jordanie
Overview of management development support for small and medium sized enterprise growth in the Mediterranean region ( <i>«Aperçu de l'assistance au développement de la gestion pour la croissance des PME dans la région méditerranéenne »</i> )	EN/FR	Égypte, Jordanie, Liban

Rebuilding South Eastern Europe: manpower implications for the construction sector («Reconstruire l'Europe du Sud-Est: répercussions sur la main-d'oeuvre pour le secteur de la construction»)	EN	
Regional seminar on youth unemployment in South Eastern Europe («Séminaire régional sur le chômage des jeunes en Europe du Sud-Est»)	EN	
Review and lessons learned of Phare vocational education & training reform programmes 1993-1998 («Étude et leçons tirées des programmes Phare 1993-1998 sur la réforme de la formation professionnelle»)	EN	
Summary and analysis of the feedback from the candidate countries on the Commission's Memorandum on Lifelong Learning («Sommaire et analyse des réactions des pays candidats sur le protocole de la Commission relatif à l'apprentissage tout au long de la vie»)	EN + FR DE seulement sur le WWW	Document auxiliaire à la communication de la Commission «Making a European area of Lifelong learning a reality» («Faire une réalité du domaine européen de l'apprentissage tout au long de la vie»)
Tacis key indicators 2000 («Indicateurs clés Tacis 2000»)	RU	
Small and medium sized enterprise education and training in South Eastern Europe (only www) («Formation des petites et moyennes entreprises en Europe du Sud-Est») (seulement sur le web)	EN	
National reports (only www) (Rapports nationaux – seulement sur le web)	EN	Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie



**ANNEXE 9 - Glossaire des codes pays**

<i>États membres de l'Union européenne</i>		<i>Pays candidats</i>		<i>Balkans occidentaux</i>		<i>NEI &amp; Mongolie</i>		<i>Pays et territoires MEDA</i>	
A	Autriche	BG	Bulgarie	ALB	Albanie	ARM	Arménie	DZ	Algérie
B	Belgique	CZ	République tchèque	BIH	Bosnie Herzégovine	AZB	Azerbaïdjan	EG	Egypte
D	Allemagne	CY	Chypre	FYR	Ancienne République yougoslave de Macédoine	BR	Bélarus	IL	Israël
DK	Danemark	EE	Estonie	CRO	Croatie	GEO	Géorgie	JO	Jordanie
E	Espagne	H	Hongrie	FRY	République fédérale de Yougoslavie	KAZ	Kazakhstan	LB	Liban
F	France	LV	Lettonie			KYR	Kirghizstan	MA	Maroc
SF	Finlande	LT	Lituanie			MOL	Moldova	PS	Autorité palestinienne
GR	Grèce	MT	Malte			MNG	Mongolie	SY	Syrie
I	Italie	PL	Pologne			RF	Fédération de Russie	TN	Tunisie
IRL	Irlande	RO	Roumanie			TAD	Tadjikistan		
L	Luxembourg	SK	République slovaque			TME	Turkménistan		
NL	Pays-Bas	SLO	Slovénie			UKR	Ukraine		
P	Portugal	TR	Turquie			UZB	Ouzbékistan		
S	Suède								
UK	Royaume-Uni								